



Assemblée générale

Soixante-dixième session

10^e séance plénière

Dimanche 27 septembre 2015, à 9 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Lykketoft. (Danemark)

La séance est ouverte à 9 h 5

Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale

Points 15 et 116 de l'ordre du jour (suite)

Application et suivis intégrés et coordonnés des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes

Suite donnée aux textes issus du Sommet du Millénaire

Sommet des Nations Unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015

Le Président (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président fédéral de la République d'Autriche.

M. Heinz Fischer, Président fédéral de la République d'Autriche, est escorté à la tribune.

Le Président Fischer (parle en anglais) : Je tiens à remercier le Président de l'Assemblée générale et le Secrétaire général d'avoir convoqué ce Sommet en vue de l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1). C'est un grand plaisir pour moi de participer à cette réunion historique et d'assurer l'Assemblée du plein engagement de l'Autriche à l'égard de ce Sommet et des 17 objectifs spécifiques

entérinés par la communauté internationale dans cet important document.

Notre monde a beaucoup changé depuis que nous avons adopté les objectifs du Millénaire pour le développement, il y a 15 ans. Nous sommes confrontés à des défis anciens et à de nombreux défis nouveaux, tels qu'une croissance démographique rapide, la destruction des ressources naturelles, les graves conséquences du changement climatique et les flux migratoires massifs. La question de savoir comment assurer le développement durable pour les générations futures revêt plus d'importance que jamais.

L'année 2015 sera marquée par des décisions importantes de la part de la communauté internationale. Trois conférences majeures vont permettre de tracer la voie d'un avenir durable. La troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui s'est tenue à Addis-Abeba, en juillet dernier, nous a fourni un nouveau cadre global pour le financement du développement durable. La Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra à Paris, en décembre prochain, sera déterminante dans nos efforts collectifs pour répondre aux changements climatiques. La Conférence de Paris peut et doit être un succès. Il faut que l'accord de Paris soit global, complet et juridiquement contraignant, qu'il reflète le très haut niveau d'engagement de chacun pour atteindre l'objectif de 2°C. Nous savons tous que parvenir à un accord ne sera pas tâche aisée, mais je peux assurer l'Assemblée qu'en Autriche et au sein de l'Union européenne, nous

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

15-29248(F)



Document adapté

Merci de recycler



mettrons tout en œuvre pour que la vingt et unième session de la Conférence des parties soit couronnée de succès.

J'aimerais aujourd'hui souligner la précieuse contribution du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution climatique, qui fournit des données et des analyses scientifiques. Il élira un nouveau bureau en octobre prochain. Je suis heureux d'annoncer la nomination par l'Autriche de M. Nebojša Nakićenović, scientifique respecté de renommée internationale, au poste de Président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution climatique. J'espère que l'Assemblée appuiera cet excellent candidat.

Un Sommet a été convoqué cet été en vue de l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030, nouveau jalon sur la voie d'un développement durable mondial. Ce Programme est l'aboutissement de presque trois ans de consultations entre les États Membres, les organisations internationales et la société civile, à une échelle sans précédent. Des conférences préparatoires, telles que la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral, que l'Autriche a été heureuse d'accueillir en novembre 2014, nous a permis de centrer notre attention sur les pays les plus fragiles.

Le nouveau Programme 2030 nous fournit un plan détaillé sur la marche à suivre pour réaliser un monde meilleur, plus juste pour tous. Les objectifs de développement durable s'inspirent en les complétant des objectifs du Millénaire pour le développement, et ils sont universels et applicables à tous les pays. Le Programme 2030 est très clair sur un point : personne ne doit être laissé de côté. L'Autriche prend ce message très au sérieux, c'est pourquoi, en plus de fournir une aide au développement à d'autres pays, le Gouvernement autrichien a fait de l'éducation, de la primauté du droit et de l'accès à la justice les priorités de son programme de travail national pour les années 2013-2018, en mettant plus particulièrement l'accent sur les jeunes, les femmes, les personnes âgées et les personnes handicapées.

Le Programme 2030 est l'occasion pour nous de faire du développement durable une réalité. En conclusion, je souhaite réitérer l'attachement de l'Autriche au nouveau Programme et à sa mise en œuvre réussie aux niveaux national, régional et international.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Président fédéral de la République d'Autriche de sa déclaration.

M. Heinz Fisher, Président fédéral de la République d'Autriche, est escorté de la tribune.

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République fédérative du Brésil.

M^{me} Dilma Rousseff, Présidente de la République fédérative du Brésil, est escortée à la tribune.

La Présidente Rousseff (*parle en portugais, texte anglais fourni par la délégation*) : Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1) trace l'avenir que nous voulons. Les 17 objectifs de développement durable réaffirment les principes fondamentaux de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable : croissance, inclusion, préservation et protection. Ces objectifs sont clairs et véritablement universels. Ils soulignent la nécessité d'une coopération renforcée entre les peuples du monde et indiquent une voie commune pour l'humanité.

Ce Programme novateur exige une solidarité mondiale, la détermination de chacun d'entre nous et un engagement à affronter le changement climatique en surmontant la pauvreté et en offrant des possibilités à tous. Nous devons renforcer la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en veillant à ce que ses principes soient appliqués et respectés. Nos obligations doivent être ambitieuses et conformes au principe de responsabilités communes mais différenciées. La vingt et unième Conférence des États parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra prochainement à Paris, nous offrira l'occasion unique d'apporter une réponse commune au défi mondial du changement climatique.

Le Brésil a déployé d'intenses efforts pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre sans nuire au principe d'inclusion sociale dans son développement économique et social. Pour cela, nous continuons à diversifier les sources renouvelables dans notre bouquet énergétique, qui est l'un des plus propres du monde. Nous investissons dans l'agriculture à faible émission de carbone. Nous avons réduit de 82 % la déforestation de la forêt tropicale amazonienne. L'Assemblée peut être certaine que nous poursuivrons ces mesures ambitieuses.

En cette occasion, je voudrais annoncer que d'ici à 2025, le Brésil prévoit de réduire de 37 % ses émissions de gaz à effet de serre. Notre objectif est de réduire de 43 % ces émissions d'ici à 2030. Je

rappelle à l'Assemblée que 2005 constitue l'année de référence à cet égard. Dans le même ordre d'idée, d'ici à 2030 le Brésil envisage l'adoption de mesures touchant à l'agriculture, l'élevage et la gestion des sols afin de mettre un terme à la déforestation illégale, restaurer et reboiser 12 millions d'hectares de forêts, remettre en état 15 millions d'hectares de pâturages dégradés et créer 5 millions d'hectares de culture agricole et de zones forestières et d'élevage.

Sur le plan énergétique, nous prévoyons d'atteindre les objectifs ambitieux suivants. Premièrement, nous voulons faire en sorte que la part des ressources renouvelables dans le bouquet énergétique total soit de 45 %. Il convient de noter que le taux moyen de cette part n'est que de 13 %. Pour les pays de l'Organisation pour la coopération économique et le développement, elle ne dépasse pas 7 %. Deuxièmement et troisièmement, concernant notre programme énergétique, nous nous sommes engagés à ce que notre production totale d'électricité repose à 66 % sur la composante hydroélectrique et à 23 % sur la composante énergies renouvelables – énergie éolienne, solaire et biomasse. Quatrièmement, nous prévoyons une augmentation de 10 % de notre taux d'efficacité électrique. Cinquièmement, nous comptons sur la production d'éthanol dérivé de sources de biomasse de canne à sucre pour fournir 16 % du bouquet énergétique total.

En résumé, les mesures d'adaptation nécessaires pour répondre au défi du changement climatique s'accompagneront de changements importants en ce qui concerne l'utilisation des sols, les pratiques forestières, la gestion de l'élevage, les pratiques agricoles, la production énergétique et les schémas de consommation.

En ce qui concerne l'objectif 13 de développement durable, notre position est la suivante : nous contribuerons résolument à l'amélioration de l'environnement. Le Brésil agit donc de manière décisive pour faire en sorte que le monde soit en mesure d'appliquer les recommandations du Groupe intergouvernemental sur l'évolution climatique, qui a fixé une limite de 2°C comme augmentation maximum de la température pour le siècle présent.

Le Brésil figure parmi les quelques pays en développement à s'être engagé vis-à-vis d'un objectif prioritaire : la réduction des émissions de gaz de serre. Notre population est l'une des plus vastes du monde et notre produit intérieur brut l'un des plus élevés; nos objectifs et nos cibles sont tout aussi ambitieux,

sinon davantage, que ceux des pays développés. Notre contribution nationale comprend des initiatives d'atténuation et d'adaptation, ainsi que la prise en compte des besoins particuliers dans les domaines du financement, des transferts de technologie et du renforcement des capacités. Cela inclut les mesures destinées à augmenter la résilience et à réduire les risques liés aux effets négatifs du changement climatique sur la tranche la plus pauvre et fragile de la population. Une attention particulière est accordée aux questions liées à l'égalité des sexes, aux droits des travailleurs, ainsi qu'à la communauté autochtone des Maroons et à d'autres communautés traditionnelles. Nous sommes également conscients de l'importance que revêt la coopération Sud-Sud dans les efforts mondiaux pour lutter contre le changement climatique.

Il convient de rappeler que les aspects sociaux et inclusifs de ces efforts sont essentiels à leur succès. Depuis 2003, des politiques sociales et des programmes de transfert en espèces ont permis de sortir de l'extrême pauvreté 36 millions de Brésiliens. L'année dernière, le Brésil a été retiré de la Carte de la faim dans le monde. Je souligne que nous avons obtenu ce statut grâce à notre programme « Zéro faim », qui fait désormais partie des objectifs de développement durable. Il y a peu, grâce à une politique visant à augmenter le salaire minimum, la population a connu une hausse de son pouvoir d'achat. Nous avons accompli des progrès importants sur le plan social dans des domaines tels que les programmes de logement, l'accès à une éducation de base, les services de santé publique et l'égalité des sexes. Nous avons obtenu ces résultats parce que nous savons parfaitement que la pauvreté est un problème multidimensionnel.

Dans la transition vers une économie à faible teneur en carbone, nous pensons que chacun doit pouvoir travailler dans des conditions justes et décentes. Le développement durable exige de nous tous que nous nous engageons à garantir des conditions de vie dignes, à créer des emplois de qualité, à offrir des perspectives et à permettre un accès équitable à l'éducation et aux soins de santé. Même s'il rencontre des difficultés, le Brésil ne mettra pas de frein à son progrès social. Tel est l'avenir que nous voulons et qu'ensemble nous nous employons à bâtir. Nos efforts pour éliminer la pauvreté et promouvoir le développement doivent être collectifs et de portée mondiale, d'où l'importance des 17 objectifs de développement durable. Dans mon pays, nous avons très bien appris une leçon, à savoir que la fin de l'extrême pauvreté n'est que le point de départ d'un long voyage.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie la Présidente de la République fédérative du Brésil de sa déclaration.

M^{me} Dilma Rousseff, Présidente de la République fédérative du Brésil, est escortée de la tribune.

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président constitutionnel de la République de l'Équateur.

M. Rafael Correa, Président constitutionnel de la République de l'Équateur, est escorté à la tribune.

Le Président Correa (*parle en espagnol*) : L'Équateur atteindra les 21 cibles des huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Nous avons jusqu'ici réalisé 20 d'entre elles, certaines avec de l'avance et à un niveau plus élevé que celui initialement envisagé. La cible à laquelle nous travaillons encore concerne la réduction d'au moins 75 % de la mortalité maternelle. À ce jour, nous sommes parvenus à la réduire de 68 %, et nous mettons en place une stratégie spécifique afin d'atteindre cette cible cette année. Ces résultats n'ont été possibles que grâce à un investissement public sans précédent, l'un des plus élevés d'Amérique latine et des Caraïbes, en particulier dans le domaine social.

Lorsque mon parti a accédé au pouvoir en 2007, nous avons réaffirmé notre attachement aux objectifs du Millénaire pour le développement, mais non sans nous interroger sur la manière dont ils ont été élaborés. Il y a huit ans, à la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale (voir A/62/PV.7), j'ai appelé l'attention sur les limites de ce concept fondamental, car il reposait sur des principes minimaux qui ne prenaient pas en compte les asymétries sociales et économiques profondes de notre monde. En Équateur nous avons estimé qu'il était très risqué de souscrire de façon exclusive à ces principes minimaux. Les OMD étaient suffisants pour satisfaire nos consciences, mais limités dans leur capacité à engendrer un véritable changement social.

Vaincre la pauvreté est un impératif moral pour l'humanité. En effet, pour la première fois dans l'histoire, la pauvreté ne découle pas d'une pénurie de ressources, mais de systèmes néfastes et exclusifs. La meilleure stratégie de réduction de la pauvreté repose sur une réduction du fossé social, économique, territorial, environnemental et culturel. C'est pourquoi nous sommes très heureux que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 définisse des cibles précises visant à réaliser l'équité dans tous ses

aspects – social, économique, sexospécifique, ethnique et territorial. Tout cela implique de meilleurs revenus et la répartition des richesses au sein et entre les sociétés, ainsi que l'élimination des moyens illégitimes d'accumuler les richesses, tels que les lois inéquitables sur les successions, la spéculation foncière, les capitaux inexploités et les profits découlant de dommages causés à l'environnement.

Dans l'élaboration des politiques publiques dans un pays qui, comme l'Équateur, souhaite opérer des changements radicaux, nous ne pouvons nous contenter d'objectifs minimaux, au risque, sinon, de nous contenter de considérer la vie humaine comme un simple processus de résistance dont la fin serait juste de prolonger l'existence de quelques heures. Ce que nous proposons, par conséquent, ce sont des objectifs communs fondés non pas sur des niveaux de vie minimaux mais sur des niveaux de vie sociale maximaux. Une optique fondée sur des objectifs minimaux suppose une légitimation de notre réalité présente, et ne cherche pas à combler les écarts ni les rapports de force entre les sujets ni entre les sociétés. Au mieux, les objectifs minimaux devraient être considérés comme un point de départ et un but provisoire, mais jamais comme un mode de fonctionnement permanent pour la politique publique, parce qu'ils placent ceux qui en bénéficient dans une position d'infériorité par rapport aux autres.

En Équateur, nous entendons par développement la réalisation du bien-être pour tous dans la paix et l'harmonie avec la nature et la sauvegarde permanente des cultures humaines. À cet égard, nous nous félicitons tout particulièrement que dans les objectifs de développement durable une place importante soit accordée à la préservation de notre planète. L'Équateur est le seul pays dans le monde qui accorde des droits à la nature. Il n'est pas seulement question de traiter de la détérioration environnementale de la Terre, mais de formuler une nouvelle logique économique dans laquelle la création de la valeur environnementale et des biens publics environnementaux, pas seulement commerciaux, est reconnue. Nous devons rechercher des modèles différents de développement plutôt qu'un autre type de développement. Nous devons édifier des sociétés qui coopèrent avec le marché plutôt que de lui être assujetties. Nous devons pour cela prendre conscience que les formes dominantes de production et de consommation, qui méconnaissent les limites de notre écosystème et recherchent une croissance et une accumulation sans fin, ne sont pas viables. Ce que nous voulons, c'est que les grands pays consacrent moins de

temps à faire le diagnostic de notre sous-développement et s'interrogent davantage sur leur propre modèle de développement.

C'est la raison pour laquelle nous nous réjouissons aussi tout particulièrement que les nouveaux objectifs – six au total – visent à prendre soin de notre planète, la seule que nous ayons. Le bien-être que nous appelons de nos vœux implique aussi que nous permettions à chaque individu de jouir de davantage de libertés réelles, de nouveaux potentiels et possibilités. À cet égard, le paradoxe immoral suivant lequel, d'une part, nous préconisons la libre circulation des biens et des capitaux à la recherche du profit maximum et, d'autre part, nous pénalisons la libre circulation de personnes à la recherche d'un travail digne, devient simplement inacceptable et insupportable d'un point de vue moral.

Pour le Gouvernement de l'Équateur, les êtres humains illégaux n'existent pas, et il appartient aux Nations Unies d'insister sur ce point. Les politiques migratoires des nations riches sont une véritable honte. Nous avons besoin d'un programme qui mette l'accent sur les droits, dans lequel la mobilité humaine ne soit pas criminalisée et les peuples privés de leurs droits fondamentaux. L'absence dans le Programme 2030 d'un objectif spécifique relatif à la libre circulation des personnes est une regrettable omission. Nous avons besoin d'un programme qui fasse écho à cette phrase de la jeune poétesse Warsan Shire : « Personne ne met ses enfants dans une embarcation à moins que la mer ne soit plus sûre que la terre ferme ».

Nous plaçons nos espoirs, chers amis du monde entier, dans un programme de développement dans lequel le sens de l'humanité l'emporte sur la domination du capital. S'il en était autrement, nous continuerions simplement à affirmer des objectifs et des cibles alors que nous avons besoin d'un pacte de civilisation renouvelé.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Président constitutionnel de la République de l'Équateur de sa déclaration.

M. Rafael Correa, Président constitutionnel de la République de l'Équateur, est escorté de la tribune.

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la présidence collégiale de Bosnie-Herzégovine.

M. Dragan Čović, Président de la présidence collégiale de Bosnie-Herzégovine, est escorté à la tribune.

M. Čović (*parle en bosniaque; texte anglais fourni par la délégation*) : C'est un grand honneur pour moi de prendre la parole à l'occasion de ce Sommet historique, qui est consacré à des questions vitales tant pour l'instant présent que pour l'avenir de tous les habitants de notre planète. Unis par notre foi profonde dans les valeurs consacrées dans la Charte des Nations Unies, nous nous sommes engagés à donner pleine vie et une signification nouvelle à la perspective d'un monde juste et durable, libéré de la pauvreté, de la peur et de toutes les formes d'oppression.

Au cours de notre vie, nous avons été témoins de réalisations qui dépassent tout ce que nos ancêtres auraient pu imaginer. Des progrès technologiques spectaculaires ont propulsé nos économies et nos sociétés. Les progrès accomplis dans la réduction de la faim ont été lents et inégaux, mais les résultats à ce jour nous donnent des raisons d'espérer que le fléau de la faim sera éliminé au cours de notre vie. L'espérance de vie moyenne a plus que doublé au cours du siècle écoulé, et nous pouvons dire avec fierté que jamais autant d'enfants n'ont été où ils doivent être – en classe. Nous devrions cependant être gravement préoccupés par le fait d'avoir causé tant de dommages à la planète et à nous-mêmes durant les décennies écoulées.

Les menaces les plus grandes auxquelles notre planète est confrontée aujourd'hui ne sont hélas que trop connues : pauvreté, chômage, catastrophes naturelles, violence et terrorisme. Jour après jour, de nouveaux rapports faisant état de souffrances humaines indicibles se produisant dans différentes zones de conflit, y compris l'immense crise des réfugiés, exigent de notre part une réponse urgente et significative. Des initiatives rapides et conjuguées s'imposent afin de répondre à toutes ces menaces, ainsi qu'une volonté plus forte de remédier aux conséquences de nos erreurs et de nos fautes du passé. Nous devons adopter une démarche fondée sur nos expériences positives et les leçons apprises, afin de mettre en œuvre cet ambitieux Programme complet de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1).

Le message le plus fort qu'il nous faut délivrer à l'occasion de cet événement historique doit refléter un sens renouvelé de nos responsabilités et notre détermination à agir ensemble avec toutes les parties prenantes. Ce Programme, parce qu'il est ouvert à tous,

offre la garantie que personne ne sera laissé de côté. À cette fin, un juste équilibre doit être trouvé entre les domaines économique, social et environnemental. Des solutions efficaces et intégrées ne sont possibles que grâce à des approches systémiques des trois dimensions du développement durable. Il n'existe pas selon nous d'autre façon de réaliser le développement durable, au vrai sens du terme, sinon par le biais d'un changement positif et permanent.

Le monde dans 15 ans peut et doit être un lieu de respect universel des droits de l'homme. Nous devons continuer à faire progresser le rôle des femmes et leur plein engagement dans le développement de nos sociétés, en particulier dans les prises de décisions. La Bosnie-Herzégovine demeure attachée à la protection et à la promotion des droits de l'homme et au respect des libertés fondamentales de tous, sans distinction, comme le stipule le document final issu du Sommet.

Ces cinq dernières années, le peuple de mon pays a pris conscience de la véritable signification du changement climatique, qui n'est pas seulement le fait de conditions météorologiques différentes. En réalité, il s'agit plutôt de l'impossibilité de produire des aliments pendant les années de sécheresse et de l'obligation pour des personnes de quitter leur maison à cause des inondations. Il s'agit de la rareté de l'eau propre, saine et potable, un bien de luxe en temps de sécheresse et d'inondation.

C'est la raison pour laquelle, avec des millions de personnes dans le monde, nous plaçons nos espoirs dans la session de la Conférence des États parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Paris, en décembre prochain. Nous devons croire que l'issue de cette session apportera les progrès dont nous avons tellement besoin. Par conséquent, nous appelons les États parties à la Convention de redoubler d'efforts afin de parvenir à un accord juridiquement contraignant et universel sur le changement climatique.

Il ne fait aucun doute qu'il existe un lien étroit entre la paix, la stabilité et le développement durable. La Bosnie-Herzégovine continuera d'œuvrer avec ses voisins et partenaires internationaux, dans un climat de respect mutuel et de tolérance, à l'adoption de mesures énergiques et stratégiques en vue de renforcer la paix, la stabilité et la prospérité dans notre région. À cet égard, je puis assurer l'Assemblée du plein appui de mon pays pour la mise en œuvre du Programme 2030. Nos efforts pour promouvoir une croissance économique

durable, efficace et stable et, par le biais d'institutions démocratiques opérationnelles, pour créer un environnement social juste, sont entérinés dans le programme des réformes 2015-2018 pour la Bosnie-Herzégovine, que nous avons récemment adopté.

Les meilleures stratégies échouent parfois à aboutir au résultat escompté lorsqu'elles ne s'appuient pas sur des moyens tout aussi efficaces de mise en œuvre. L'investissement dans les domaines éducatifs, institutionnels, technologiques et humains revêt par conséquent une importance capitale pour de nombreux pays en développement, parmi lesquels la Bosnie-Herzégovine. Les stratégies nationales de développement, de mise en œuvre et de contrôle doivent bénéficier des ressources et des efforts de toutes les parties prenantes – parlementaires, universitaires, société civile et secteur privé.

La plupart des maux que nous connaissons aujourd'hui ne connaissent pas de frontières. Il devrait en être de même pour la solidarité dans notre monde. Pour nous, la solidarité doit allier responsabilité et respect afin de permettre la prise en main du développement au niveau national, d'une part, et la disposition à fournir de l'aide, d'autre part.

Un partenariat mondial renforcé en faveur du développement durable doit pouvoir servir de plateforme mondiale authentique pour les échanges de pratiques optimales dans les domaines de la finance, du commerce, de la technologie et du renforcement des capacités. Le Programme d'action d'Addis-Abeba, dans son ensemble, nous a fourni une base solide pour la revitalisation et la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. En tant que première étape, nous devrions évidemment commencer par ce qui est aujourd'hui largement reconnu comme étant un travail inachevé : la pleine réalisation de tous les objectifs du Millénaire pour le développement. Nous devons tenir nos promesses. Aujourd'hui, nos peuples ne regardent pas seulement vers nous. Ils sont certains que le monde peut encore changer en mieux. L'égalité, la prospérité, la dignité et la sécurité pour chaque être humain, voilà ce qu'attendent de nous les générations futures, et je suis convaincu que nous pouvons, et devons répondre à leurs attentes.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Président de la présidence collégiale de Bosnie-Herzégovine de sa déclaration.

M. Dragan Čović, Président de la présidence collégiale de Bosnie-Herzégovine, est escorté de la tribune.

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République bolivarienne du Venezuela.

M. Nicolás Maduro Moros, Président de la République bolivarienne du Venezuela, est escorté à la tribune.

Le Président Maduro Moros (*parle en espagnol*) : Nous entrevoyons les signes d'une nouvelle ère pour l'humanité. Le système des Nations Unies fête son soixante-dixième anniversaire. Il s'est, tout d'abord, employé à guérir les profondes blessures laissées par la guerre la plus destructive qu'ait jamais connue le monde. Des millions d'hommes et de femmes gardent encore de la Seconde Guerre mondiale des traces physiques, des traces morales profondes aussi, les marques de la lutte contre le fascisme et le nazisme et leurs diverses manifestations de mépris pour l'espèce humaine et les différentes formes de culture et de civilisation. Soixante-dix ans après, l'humanité a commencé à bâtir un système voué au rassemblement et, comme le pape François l'a déclaré il y a quelques jours de cette même tribune (voir A/70/PV.3), à tracer une voie vers la construction de notre maison commune, la maison commune de l'humanité.

Nous approchons de la fin de ce Sommet, qui a été convoqué pour fixer des objectifs communs, pour nos pays, nos peuples et nos gouvernements, en faveur du développement social, un Sommet dont l'objectif principal consiste à réexaminer les objectifs du Millénaire pour le développement et à définir le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Je tiens à remercier toutes les délégations pour le travail qu'elles ont consacré, pendant de nombreux mois, à l'évaluation des objectifs pour la période 2000 à 2015, et à les féliciter d'être parvenues à prendre en compte les propositions des différents pays et gouvernements, aux perspectives différentes, pour aboutir à ce que nous venons d'adopter, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1).

Pour le Venezuela, le Programme 2030 vise l'instauration d'un monde équitable et l'élimination des inégalités qui sont à l'origine de toute la misère et la pauvreté, de la culture du déchet, comme le pape François l'a déclaré lors de sa visite à Cuba et aux États-Unis. La pauvreté est l'enfant de l'inégalité

imposé par des systèmes de domination qui, pendant des siècles, ont étouffé notre planète, ravagé l'Afrique et imposé le colonialisme et l'esclavage. L'inégalité est l'enfant de toutes les formes de domination, d'exclusion et d'exploitation qui ont dévasté les cultures primitives et autochtones, lesquelles, pour notre plus grande fierté, sont représentées dans notre Amérique aujourd'hui par notre frère Evo Morales Ayma.

L'inégalité est la mère de toute la misère et la pauvreté. Si nous souhaitons fixer des objectifs ambitieux, comme nous le faisons, et si nous souhaitons atteindre les objectifs ambitieux que nous avons nous-mêmes fixés – les 17 objectifs et les 169 cibles définis par nos délégations et adoptés aujourd'hui, qui visent à progresser sur des questions aussi importantes que la lutte contre la pauvreté, la mise en place d'un enseignement public ouvert à tous, libre et de grande qualité, l'accès universel aux soins de santé, le droit au logement et un environnement propre, c'est-à-dire respectueux de la Terre nourricière –, si nous souhaitons faire progresser la cause des objectifs et des cibles ambitieux que nous avons établis, il ne fait aucun doute que le monde doit élaborer des modèles économiques et sociaux différents et un modèle différent de rapport de force pour les 15 prochaines années.

Il n'existe pas d'autre voie. Telle est notre opinion au Venezuela, où, au cours des 15 dernières années consacrées à la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement, nous avons connu l'un des processus les plus beaux, les plus profonds et les plus significatifs de notre histoire, dans lequel, avec nos frères d'Amérique latine et des Caraïbes, nous avons vécu un réveil, une reviviscence de la lutte menée dans le passé par les pauvres, les oubliés et les miséreux de la Terre. Entre 2000 et 2015, le Venezuela a accompli une révolution économique, sociale et politique, la révolution bolivarienne, inspirée par la cause originale, fondamentale de notre libérateur Simón Bolívar, et conçue, dirigée et menée par notre regretté dirigeant, Hugo Chávez Frías.

La première étape a consisté à recouvrer notre indépendance politique, la capacité de prendre des décisions concernant le pays et à réfléchir à la manière d'investir pour la prospérité nationale. La deuxième étape a consisté à reprendre la main sur nos ressources nationales, en particulier les richesses dérivées du pétrole vénézuélien, par le biais de la nationalisation et de la gestion souveraine des ressources principales provenant de notre sol, à savoir le pétrole. La troisième étape a été le

rétablissement constitutionnel des droits fondamentaux de notre peuple qui, pendant des décennies, lui ont été déniés par les systèmes internes d'oppression qui ont correspondu aux systèmes d'oppression des puissances mondiales à l'extérieur de notre pays.

La voie empruntée par notre peuple, nous le disons humblement aujourd'hui à ce Sommet, une voie qui a marqué une révolution profonde et authentique, nous a permis de commencer à construire et à mettre en œuvre un système de redistribution des richesses et de rétablir les éléments de l'égalité économique et sociale et de l'accès équitable aux richesses. Depuis le commencement même de la révolution bolivarienne, notre dirigeant Hugo Chávez Frías a déclaré que si nous voulions vaincre la pauvreté, nous devons donner du pouvoir aux pauvres et le pouvoir au peuple. Et lorsque nous parlons de pouvoir, nous entendons le pouvoir national avant tout. Lorsque nous parlons de pouvoir, nous entendons le pouvoir des citoyens et des humbles : le pouvoir social, économique et civique. Nous entendons l'autonomisation du peuple de façon qu'il puisse accomplir lui-même la tâche de construire son propre bonheur et d'assumer son propre destin.

Aujourd'hui, le Venezuela peut effectivement présenter un bilan satisfaisant – un bilan positif – à l'Assemblée générale. Aujourd'hui, le Venezuela peut affirmer que l'immense richesse du pays a été redistribuée grâce à nos investissements dans l'éducation, le logement, la santé, le droit à l'alimentation, le droit à la vie. Nous sommes parvenus à inverser la tendance à l'exclusion découlant de la culture capitaliste du déchet, pour reprendre les termes du Pape François. Alors que par le passé nous avons investi à peine 33 % du revenu national ou de la richesse nationale, aujourd'hui le Venezuela consacre 62 % de sa richesse nationale au développement de son peuple, en encourageant l'égalité et la réduction de la pauvreté et de l'extrême pauvreté, ce qui s'est traduit par des améliorations significatives en matière d'éducation, de soins de santé, d'emploi et de rémunération du travail. Nous sommes parvenus à inverser la tendance à une déréglementation des conditions de travail des travailleurs et à une précarisation de l'emploi qui exploite les travailleurs, en particulier les plus jeunes d'entre eux. Le droit à un emploi stable et décent, tel qu'il est proclamé dans les différents instruments du système des Nations Unies, ou ce que nous appelons le droit à un emploi juste et égalitaire, est un droit fondamental si nous voulons que nos peuples puissent, de leur propre initiative, résoudre

leurs difficultés et se sortir de la pauvreté et de l'extrême pauvreté.

Nous avons adopté sans réserve et dans leur intégralité les 17 objectifs proposés pour les années 2015 à 2030. Ces 17 objectifs visent à éliminer la pauvreté, vaincre la faim, assurer les soins de santé, garantir une éducation de qualité, parvenir à l'égalité des sexes, assurer la viabilité et la gestion durable des ressources en eau et garantir un accès à l'énergie sur un pied d'égalité, à l'image de ce que nous faisons actuellement grâce à des projets inclusifs spéciaux fondés sur la solidarité et la fraternité, sous les auspices de Petrocaribe. Petrocaribe finance des projets destinés à fournir à 18 États des Caraïbes un accès véritable à l'énergie, une démarche qui mériterait à mon avis d'être étudiée par les commissions qui seront chargées du suivi du Programme.

Le Programme comprend 17 objectifs visant la promotion de la croissance économique et la transformation d'un modèle économique, comme le stipule l'objectif 8. Sans la transformation du modèle économique étriqué et injuste, qui vise à imposer des conditions politiques et sociales inacceptables pour nos peuples – un modèle imposé à nos pays par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale – il sera impossible d'œuvrer à la réalisation des objectifs souhaités, ambitieux, nécessaires et justes que nous proposons pour 2015-2030. Seule une transformation en profondeur du système économique et un changement total et en profondeur du système imposé par une pensée néolibérale unique épousée par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, permettront que les objectifs et les cibles proposés aujourd'hui, qui visent l'élimination de la pauvreté et un bonheur social universel, soient viables et durables sur le plan économique.

L'année 2030 constitue une date butoir que nous devons tous respecter. Après avoir passé en revue les 15 dernières années, les 70 ans du système des Nations Unies, et les défis majeurs et les problèmes graves auxquels l'humanité a été confrontée pendant ces années, nous pouvons être certains que les 15 prochaines années seront marquées par des défis majeurs dans nos efforts pour consolider la paix mondiale, établir de nouvelles relations économiques justes, équitables, égales, ouvertes à tous et non exclusives et pour concevoir des modèles sociaux et technologiques grâce auxquels nos peuples pourront jouir de droits qui sont refusés aujourd'hui à plus de 1,2 milliard de pauvres. Tels sont les thèmes

importants que devra traiter l'ONU. S'il est vrai que pour atteindre ces objectifs sociaux un nouveau modèle économique devient une nécessité et de nouvelles façons de parvenir à l'égalité doivent être examinées, il est non moins vrai – et c'est en tout cas ce que nous pensons en République bolivarienne du Venezuela – qu'un système de garanties pour sauvegarder la paix et la souveraineté de nos peuples est également une nécessité.

Il n'est pas inutile de se pencher sur les tragédies endurées aujourd'hui par les peuples arabes et nos frères et sœurs en Afrique et en Asie, ainsi que sur les migrations de masse les plus tragiques et les plus douloureuses de ces 70 dernières années qui se déroulent dans les pays méditerranéens et européens. Quelle est la raison de ces migrations de masse si ce n'est la nécessité de fuir la misère et la souffrance? Une seule cause à cela : des guerres d'agression injustes qui visent la conquête de nations entières. Un examen des 15 années durant lesquelles les objectifs du Millénaire pour le développement ont été mis en œuvre soulève la question de savoir pourquoi cette région du monde vit un film d'horreur? Des millions de frères et de sœurs arabes musulmans au Moyen-Orient recherchent une once de paix, une lueur d'espoir. Les raisons concrètes des conséquences négatives pour ces peuples fraternels d'Afghanistan, d'Iraq, de Libye et de Syrie ne sont rien d'autres que des guerres impérialistes injustes, la tentative de prise de contrôle du monde par une puissance hégémonique qui veut dominer les peuples.

Nous devons mettre fin aux systèmes injustes et aux guerres impérialistes, afin de réunir des conditions vraiment humaines pour progresser vers la réalisation des objectifs ambitieux que l'humanité a été capable d'identifier et de construire durant les 70 années d'existence du système des Nations Unies. Comme le pape François l'a déclaré devant une salle aussi remplie et sous les applaudissements enthousiastes des représentants de toutes les cultures et peuples, si nous voulons avoir une maison commune en 2030 – et nous au Venezuela faisons ce rêve et luttons sans relâche pour le concrétiser – nous avons besoin d'une maison commune sans guerres impérialistes, sans guerres de destruction, sans racisme, sans xénophobie, sans mépris et sans inégalité. Nous devons réfléchir à une cause commune unissant des peuples dont les relations reposent sur le respect du droit international, des peuples attachés au Programme 2030 parce qu'ils voient en lui un grand programme humaniste en faveur de la paix, du bonheur et de la justice universelle.

La République bolivarienne du Venezuela exprime avec joie sa volonté d'appuyer le Programme 2030.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Président de la République bolivarienne du Venezuela de sa déclaration.

M. Nicolás Maduro Moros, Président de la République bolivarienne du Venezuela, est escorté de la tribune.

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Serbie.

M. Tomislav Nikolić, Président de la République de Serbie, est escorté à la tribune.

Le Président Nikolić (*parle en serbe; texte anglais fourni par la délégation*) : Ici, au Siège de l'ONU, au cours de ce Sommet, nous avons adopté un programme de transformation ambitieux, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1), dont les objectifs et les cibles visent un changement profond de notre civilisation pour le meilleur durant les 15 prochaines années. Une tâche complexe et sans précédent nous attend : éliminer la pauvreté, l'extrême pauvreté, d'ici à 2030, et ouvrir la voie au maintien du développement durable de notre planète pour le bien des générations futures.

Les résultats positifs auxquels ont donné lieu les objectifs du Millénaire pour le développement, tels que la réduction de moitié du pourcentage de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, que nous avons obtenue avant l'échéance, nous portent à croire que la transformation de notre monde est possible. Au XXI^e siècle, nous vivons une ère de réalisations technologiques spectaculaires qui, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, offre une occasion unique non seulement pour chaque pays, mais aussi pour chaque individu d'accomplir le développement durable. Personne ne doit être oublié ou laissé de côté.

Pendant plus de deux ans, nos diplomates et nos sociétés civiles, le secteur privé et des universitaires ont négocié un nouvel ensemble de propositions qui figurent dans les 17 objectifs du développement durable pour 2030. Ces propositions sont globales et concernent la quasi-totalité des éléments économiques, sociaux et environnementaux du développement. Ces objectifs universels s'appliquent à tous les pays, riches et pauvres, en consacrant une place particulière à une partie non

négligeable de la population qui vit dans une extrême pauvreté avec moins de 1,25 dollars par jour.

Notre génération a l'obligation morale de réunir les conditions pour que, dans le monde actuel, personne ne souffre de la faim, l'égalité des sexes prévale et les femmes et les filles soient autonomes. Nous devons mettre fin aux effets néfastes du réchauffement de notre planète, qui est menacée par un changement climatique à grande échelle. Trop souvent un signal d'alarme est tiré et, trop souvent, nous subissons des catastrophes naturelles, des sécheresses et des inondations, comme celles, aux conséquences tragiques, que mon pays et la région ont connues il y a un an.

Il n'a pas été facile d'aboutir à un consensus sur le nouveau Programme de développement durable à l'horizon 2030. Pourtant nous partageons tous cette planète. Non seulement nous n'avons pas d'autre maison, mais nous avons aussi le devoir de tout mettre en œuvre pour la préserver et assurer son développement durable, notamment pour les plus fragiles d'entre nous. Bien sûr, la question centrale est de savoir comment appliquer efficacement cet ambitieux programme. En juillet dernier, à la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, nous sommes parvenus à un consensus sur les modalités de financement du développement durable en adoptant le Programme d'action d'Addis-Abeba. Nous sommes convenus de la nécessité de mobiliser toutes les ressources financières – publiques, privées, nationales, internationales et autres. Nous sommes convenus de respecter l'obligation de consacrer 0,7 % du produit intérieur brut à l'aide publique au développement et 0,15 % à 0,20 % de ce montant aux pays les moins avancés. Les transferts de technologie, l'endettement et la réalisation d'accords commerciaux ont constitué également des priorités pour le Programme. Nous avons réaffirmé le principe selon lequel il incombe à chaque pays la responsabilité première de son propre développement et qu'il doit créer les conditions du progrès et de la prospérité par le biais d'une bonne gouvernance et de la primauté du droit, de la lutte contre la corruption et de l'arrêt des courants financiers illégaux.

M. Rafael Correa (Équateur), Vice-Président, assume la présidence.

La Serbie a participé à l'élaboration du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les négociations au sein du Groupe de travail à composition non limitée sur les objectifs de développement durable,

dont mon pays est membre, ont débuté alors qu'un Serbe présidait l'Assemblée générale à sa soixante-septième session. La Serbie a également participé aux travaux du Comité d'experts intergouvernementaux sur le financement du développement durable.

En tant que pays à revenu intermédiaire, sans littoral et en transition, la Serbie assume toujours la lourde charge de prendre soin d'un grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées pendant et après des conflits dans notre région, tout en faisant face aux problèmes de développement auxquels sont confrontés de nombreux autres pays. L'afflux dramatique et incontrôlé de migrants, qui par dizaines de milliers transitent par la Serbie à la recherche d'un abri et d'une vie meilleure, et qui attendent pendant des jours de pouvoir franchir la frontière avec l'Union européenne, constitue un défi que nous devons relever ensemble si nous voulons parvenir à une solution.

La Serbie est fermement convaincue que le développement n'est pas possible sans la paix et la stabilité. Nous appuyons sans réserve l'objectif 16, sur des sociétés pacifiques et ouvertes à tous, et, à cet égard, nous estimons qu'il convient de déployer des efforts sans relâche pour établir des relations de bon voisinage dans la région. En effet, le processus de réconciliation et de coopération constitue la seule alternative.

Comme pour d'autres pays de la région, le taux de chômage en Serbie continue d'être élevé, en particulier celui des jeunes, et le taux de croissance économique est faible. Comme pour de nombreux autres pays, la récession économique s'est aggravée de façon vertigineuse depuis le commencement de la crise financière mondiale. En coopération avec le Fonds monétaire international et avec son appui, nous avons fait des efforts considérables vers une consolidation budgétaire. Grâce à des mesures budgétaires douloureuses dans tous les domaines, nous sommes parvenus à réduire le déficit budgétaire de la Serbie en le ramenant de 7 % au niveau actuel d'environ 3 %. Nous espérons pour cette année une hausse de notre produit intérieur brut.

En tant que pays candidat à l'Union européenne, la Serbie a harmonisé son système législatif avec la législation de l'Union européenne et a pris des mesures importantes pour réformer son économie, reconstruire ses infrastructures, utiliser les ressources énergétiques de façon durable et résoudre les problèmes liés à l'environnement. Nous savons parfaitement que le succès dans la réalisation du développement durable n'est pas possible sans une coopération régionale. Nous allons

par conséquent tenir des consultations à Belgrade, à la fin de cette année, afin de débattre avec nos partenaires régionaux de la manière d'œuvrer ensemble à la mise en œuvre du Programme.

Nous nous sommes lancés dans un projet ambitieux et sans précédent. L'échec ne doit pas et ne peut être une option. Il s'agit pour notre génération d'une occasion historique d'engager notre civilisation sur la voie de la réalisation du développement durable, de la prospérité et de la paix, et je suis certain qu'on ne laissera pas passer cette chance.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Je remercie le Président de la République de Serbie de sa déclaration.

M. Tomislav Nikolić, Président de la République de Serbie, est escorté de la tribune.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Tadjikistan.

M. Emomali Rahmon, Président de la République du Tadjikistan, est escorté à la tribune.

Le Président Rahmon (*parle en tadjik; texte anglais fourni par la délégation*) : Cette année est la dernière pour la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement pour 2015 (OMD). Les leçons apprises pendant la mise en œuvre ont servi de base au programme de développement durable pour l'après-2015. Le Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable a joué un rôle important dans ce processus et, ces deux dernières années, a permis d'identifier et d'arrêter 17 objectifs de développement durable, qui devront être mis en œuvre d'ici à 2030.

Nous allons bientôt entamer la mise en œuvre du nouveau Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1). Nous le ferons avec pour toile de fond les conséquences croissantes de menaces et de défis mondiaux tels que le terrorisme international et l'extrémisme, le trafic illicite de stupéfiants, la criminalité transnationale organisée, les conflits armés et les crises financières, économiques, alimentaires et énergétiques, parallèlement à la détérioration des ressources naturelles et au changement climatique, aux catastrophes naturelles et humaines et aux maladies infectieuses, autant de défis qui minent la sécurité et la stabilité du monde et risquent de freiner la réalisation du développement durable.

À cet égard, nous pensons que la communauté internationale doit intensifier ses efforts afin de créer un environnement propice à la mise en œuvre des objectifs du développement durable. Le nouveau Programme est unique parce qu'il définit des objectifs et des cibles précises pour le développement durable dans ses trois dimensions – économique, sociale et environnementale – d'une manière équilibrée et intégrée. Nous sommes convaincus que les objectifs de développement durable qui visent à éliminer la pauvreté, assurer la sécurité alimentaire, améliorer les soins de santé et l'éducation, garantir une gestion durable des ressources en eau, améliorer l'accès à des services énergétiques fiables et à un coût abordable, mettre en place des infrastructures avancées, prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions, réduire les inégalités entre les pays et parvenir à l'égalité des sexes à l'échelle mondiale sont la suite logique des objectifs du Millénaire pour le développement.

En tant que pays pilote pour la mise en œuvre des OMD, le Tadjikistan attache beaucoup d'importance à l'amélioration des OMD précédents et à la réalisation du nouveau programme de développement pour l'après-2015. À ce propos, la République du Tadjikistan a participé activement à l'élaboration et à la coordination du Programme de développement au-delà de 2015 en prenant une part active et en contribuant au dialogue mondial. Notre gouvernement a organisé plusieurs consultations au niveau national en vue de refléter les aspirations d'un large éventail de la population concernant l'avenir qu'elle veut. Le Gouvernement du Tadjikistan met actuellement en place sa nouvelle stratégie nationale de développement à l'horizon 2030 ainsi qu'un programme de développement à mi-parcours pour la période 2016-2020, qui fixent des domaines prioritaires pour le développement durable du pays et qui prendront en compte, quand cela sera possible, les cibles établies par les objectifs de développement durable. À cet égard, le plan d'action des Nations Unies pour la mise en œuvre des programmes de pays pour le Tadjikistan, pour la période 2016-2020, sera particulièrement utile.

L'objectif premier tant du programme que de la stratégie actuellement mise en œuvre consiste à améliorer le bien-être de la population grâce à un développement économique et social durable. Afin de résoudre toutes les questions sociales, économiques et environnementales complexes dans le cadre de la stratégie nationale de développement du pays à l'horizon 2030, nous avons rappelé la nécessité de fixer des objectifs stratégiques,

à savoir garantir la sécurité énergétique, palier les lacunes en matière de communication et assurer la sécurité alimentaire, sans lesquels la mise en œuvre des objectifs de développement durable sera beaucoup plus difficile. Pour réaliser ces objectifs, nous devons mettre en œuvre un certain nombre de projets aux niveaux national, régional et mondial. Les domaines prioritaires que nous avons établis sont les suivants : une utilisation plus efficace des ressources naturelles et du capital humain; la diversification de l'économie nationale pour améliorer la compétitivité; la mise en place d'institutions nationales; le renforcement des classes moyennes et l'établissement de niveaux égaux de développement dans toutes les régions du pays.

Pour atteindre avec succès ces cibles, il est essentiel de mobiliser les ressources nécessaires. Cela demeure un défi du fait de relations internationales en constante évolution et de crises émergentes dans diverses régions du monde. Dans ces conditions, l'augmentation de l'aide publique au développement, qui constitue un maillon important du financement du développement, reste primordiale. Dans le contexte actuel, il est essentiel de faciliter le commerce international et l'investissement, qui sont les principaux moteurs de la croissance économique, et d'encourager et de promouvoir les transferts de technologies novatrices et respectueuses de l'environnement.

Il est évident que la voie menant au développement durable n'est ni tranquille ni aisée. C'est pourquoi il importe que nous fassions preuve de détermination et que nous tendions la main aux pays qui rencontrent les plus grandes difficultés. Il convient de rappeler qu'un certain nombre de pays vont commencer à mettre en œuvre le nouveau Programme de développement durable dans des conditions très peu favorables. D'où la nécessité de fournir une aide aux pays dans des situations particulières, notamment à ceux dont le terrain est montagneux et inaccessible et aux pays en développement sans littoral.

J'aimerais, pour terminer, souligner que le Tadjikistan continuera de coopérer activement avec la communauté internationale, les institutions et programmes des Nations Unies, les pays partenaires et les organisations concernés à la mise en œuvre réussie des objectifs de développement durable.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Je remercie le Président de la République du Tadjikistan de sa déclaration.

M. Emomali Rahmon, Président de la République du Tadjikistan, est escorté de la tribune.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Bulgarie.

M. Rosen Plevneliev, Président de la République de Bulgarie, est escorté à la tribune.

Le Président Plevneliev (*parle en anglais*) : Nous avons adopté aujourd'hui un nouveau Programme de développement. Le processus pour l'après-2015 représente un effort mondial sans précédent en vue de mettre fin à la pauvreté et réaliser le développement durable pour tous, tout en protégeant la planète et ses ressources. L'ONU et ses États Membres, des représentants de la société civile, ainsi que les secteurs privé et universitaire, ont participé au processus de délibération.

La Bulgarie se félicite de l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1). Ce nouveau Programme prospectif et ambitieux intègre les trois piliers du développement durable, soulignant ainsi le lien entre l'élimination de la pauvreté, un développement économique durable et pacifique et l'avènement de sociétés stables. À bien des égards, ce Programme est impressionnant et porteur de transformation. Pour la première fois dans l'histoire, un document à dimension mondiale accorde une attention particulière à l'individu, en ne laissant personne de côté. Ce Programme est axé sur l'être humain et fondé sur les principes d'universalité, d'inclusion et de responsabilités partagées.

Au cours des négociations intergouvernementales, la Bulgarie a résolument plaidé, à titre national et en tant que membre de l'Union européenne, en faveur de l'élaboration d'un programme fondé sur les droits de l'homme. Tout a été mis en œuvre pour éliminer toutes les formes d'inégalité et de discrimination. En tant qu'un des coprésidents du Groupe des amis des enfants et des objectifs du développement durable, la Bulgarie a œuvré à l'intégration des droits de l'homme des enfants dans tous les aspects des politiques de développement, en plaçant l'enfant au cœur du Programme. Pour la première fois, les enfants et les jeunes sont considérés comme des participants à part entière à tous les processus qui touchent à leur vie.

Les objectifs de développement durable que nous avons arrêtés sont ambitieux et nécessitent la pleine application de décisions audacieuses et résolues.

La Bulgarie n'épargnera aucun effort pour mettre en œuvre le nouveau Programme et réaliser ses objectifs, à savoir vaincre la pauvreté, éliminer les inégalités et promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques, justes, ouvertes à tous et fondées sur la primauté du droit. Notre pays continuera de tout mettre en œuvre pour aider davantage de nations vulnérables à réaliser ces objectifs ambitieux.

La façon dont le Programme a été adopté est révélatrice d'une volonté politique affirmée de le mettre en œuvre. Un équilibre a été trouvé entre les engagements énoncés dans le document et les moyens de leur mise en œuvre. Une meilleure transparence aux niveaux national et international doit cependant être recherchée grâce à la participation de toutes les parties prenantes, notamment des gouvernements, de la société civile, des secteurs privé et universitaire.

L'adoption du programme de développement pour l'après-2015 constitue un succès pour la communauté internationale. La mise en œuvre du nouveau Programme sera guidée par les principes de responsabilité, de transparence et d'ouverture. Le contrôle et l'examen de sa mise en œuvre doivent s'appuyer sur une série d'indicateurs globaux bien définis, ainsi que sur la collecte en temps voulu des données ventilées. Nous saluons le travail en cours réalisé à cet égard par la Commission de statistique des Nations Unies.

Les décisions que nous prenons aujourd'hui nous concerneront tous dans les 15 prochaines années. Le Programme représente un effort conjoint et consensuel et constitue, à ce stade, la seule solution viable dont nous disposons pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés. Et nous devons agir maintenant.

La Bulgarie estime que la priorité doit être accordée à la mise en œuvre des nouveaux objectifs du Programme, et nous sommes pleinement résolus à contribuer à leur succès.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Je remercie le Président de la République de Bulgarie de sa déclaration.

M. Rosen Plevneliev, Président de la République de Bulgarie, est escorté de la tribune.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République sud-africaine.

M. Jacob Zuma, Président de la République sud-africaine, est escorté à la tribune.

Le Président Zuma (*parle en anglais*) : Il y a 70 ans, lors de la création de l'ONU, les rédacteurs de la Charte des Nations Unies se sont engagés dans son préambule à « Favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande ». L'objectif était de préserver les générations futures du fléau de la guerre grâce à l'élimination de la pauvreté et la promotion d'une meilleure qualité de vie pour tous les peuples du monde, en particulier les pauvres.

Le monde était très différent de ce qu'il est aujourd'hui. De nombreux membres du Groupe des 77 et la Chine dans sa composition actuelle n'étaient en effet pas libres à cette époque et vivaient sous occupation étrangère et coloniale. Ces 70 dernières années, le monde a connu de nombreuses évolutions, notamment la décolonisation et l'avènement de la liberté et de l'autodétermination, ainsi que la création de nouvelles nations, libres et indépendantes.

Toutefois, en dépit de ces progrès, le monde n'a toujours pas trouvé de réponse appropriée au sous-développement, aux inégalités, à l'augmentation de la pauvreté et de l'exclusion économique. Il y a 15 ans a été adoptée la Déclaration du Millénaire (résolution 55/2). Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont constitué un cri de ralliement destiné à mettre en œuvre et promouvoir le développement socioéconomique mondial et à sortir des millions d'individus de la pauvreté à travers le monde. Le dernier rapport du Secrétaire général sur les OMD, le Rapport 2015 sur les objectifs du Millénaire pour le développement, indique que le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a reculé de manière significative. Des progrès ont été enregistrés dans la réalisation de certains des OMD.

Dans mon propre pays, l'Afrique du Sud, d'énormes progrès ont été accomplis dans de nombreux domaines, tels que l'éducation, la santé et l'égalité des sexes. Le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire a augmenté, notamment la participation des filles. Les taux de mortalité infantile et maternel sont en diminution. Des interventions ciblées dans la lutte contre les maladies, telles que les infections par le virus de l'immunodéficience humaine et le syndrome d'immunodéficience acquise, ont permis également d'épargner des milliers de vies.

La réalisation des OMD a été inégale selon les régions géographiques, avec des régions comme l'Afrique qui accusent un retard en raison de causes historiques

liées au sous-développement. C'est dans ce contexte que nous avons adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1) à l'occasion du soixante-dixième anniversaire historique de l'ONU.

Les objectifs et les cibles figurant dans le nouveau Programme englobent les trois dimensions du développement durable et nous permettent de poursuivre sans encombre les OMD. Ils vont de l'élimination de la pauvreté, de la garantie d'une vie en bonne santé, de l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et les filles à la conservation et l'exploitation de manière durable des océans et à la lutte contre les changements climatiques. L'Afrique du Sud approuve sans réserve ce programme de développement, porteur de transformation, pour l'après-2015.

Le triple défi de la pauvreté, du chômage et de l'inégalité, que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 cherche à relever, constitue la principale priorité du Gouvernement et du peuple sud-africains. Les objectifs de développement durable sont également conformes au plan de développement national de l'Afrique du Sud ainsi qu'à l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Plus important encore, le document final issu des négociations aux Nations Unies sur le développement pour l'après-2015 représente une victoire pour les pays en développement, car il stipule que le Programme 2030 doit faire fond sur la tâche inachevée des objectifs du Millénaire pour le développement.

En outre, tout en étant universel, à savoir que ses objectifs s'appliquent aussi bien aux pays développés qu'aux pays en développement, le Programme 2030 affirme clairement le principe de responsabilités communes mais différenciées. Cette démarche tient compte non seulement des réalités nationales différentes, des capacités et des niveaux de développement de chaque pays, mais elle respecte aussi les politiques et priorités nationales.

Les négociations sur le Programme 2030 se sont déroulées dans le contexte du Programme d'action d'Addis-Abeba, récemment adopté à la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, ainsi que des négociations en cours sur la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Si le nouveau Programme vaut par lui-même, il devra cependant compter sur le soutien du Programme d'action d'Addis-Abeba et de l'issue des négociations sur la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, ainsi

que sur les résultats d'autres réunions multilatérales, tant aujourd'hui que dans l'avenir, pour atteindre ses objectifs.

Nous nous réjouissons également que le Programme mondial 2030 comprenne un objectif spécifique relatif à la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et les filles. Les 17 objectifs de développement durable, notamment ceux relatifs à l'élimination de la pauvreté, à l'éducation, à la santé, à la création d'emplois et aux inégalités, contiennent des références précises aux difficultés rencontrées par les femmes, les jeunes, les personnes handicapées et d'autres secteurs vulnérables de notre société. Nous nous félicitons aussi tout particulièrement du fait que le Programme 2030 renferme un objectif distinct sur les moyens de mise en œuvre, qui vise à faire en sorte qu'une attention adéquate soit accordée à la réalisation des objectifs de fond.

Les événements de ces dernières années ont démontré que les pays du Nord développé ne peuvent pas se prémunir contre les difficultés rencontrées par les pays du Sud en développement. À ce propos, nous saluons l'engagement affiché à l'égard du partenariat mondial en vue d'assurer la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015. Nous appelons les partenaires du développement à respecter non seulement leurs engagements actuels, mais à augmenter aussi leur aide publique au développement (APD), assortie de calendriers contraignants, étant donné que l'APD reste la source principale d'aide au développement pour de nombreux pays en développement. Nous réitérons également que le financement climatique est un élément nouveau venant s'ajouter à l'APD, qui n'est pas assimilable à une APD et ne doit pas être inclus dans le financement traditionnel du développement.

La négociation du Programme 2030 a donné lieu à d'intenses travaux et consultations. Nous disposons désormais d'un document qui – nous pouvons le dire avec confiance – reflète nos aspirations en matière de développement mondial, tout en faisant fond sur les progrès accomplis ces 15 dernières années. La pleine mise en œuvre du Programme 2030 fera avancer le monde vers la concrétisation d'une vision du progrès social fondée sur la Charte des Nations Unies et instaurera de meilleures conditions de vie dans une plus grande liberté, conformément à l'engagement pris lors de la création de l'ONU, il y a 70 ans.

Le Président par intérim (parle en espagnol) : Je remercie le Président de la République sud-africaine de sa déclaration.

M. Jacob Zuma, Président de la République sud-africaine, est escorté de la tribune.

Le Président par intérim (parle en espagnol) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Kazakhstan.

M. Nursultan Nazarbayev, Président de la République du Kazakhstan, est escorté à la tribune.

Le Président Nazarbayev (parle en russe) : Le Kazakhstan a œuvré avec diligence à la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement. Aujourd'hui, nous pouvons parler de ce que nous avons accompli. Premièrement, nous avons renforcé les bases de la gouvernance et réuni les conditions propices au développement de la société civile. Deuxièmement, le produit intérieur brut du Kazakhstan a été multiplié par 19, et notre revenu annuel par habitant s'élève désormais à 13 000 dollars. Troisièmement, l'espérance de vie de la population du pays dépasse aujourd'hui 70 ans. Le taux de pauvreté a été divisé par 11, passant de 34 % à 3 %. Le taux de mortalité infantile et maternelle a été réduit de 65 %. Nous avons accompli des progrès significatifs dans la lutte contre les maladies, comme le sida, le paludisme et la tuberculose. Quatrièmement, le Kazakhstan a réduit ses émissions de gaz à effet de serre et accordé la priorité au maintien de la biodiversité sur notre planète. Il a également adopté un plan national de transition vers une économie verte.

La disparition de la mer d'Aral représente une menace non seulement pour notre région, mais aussi pour le monde entier. À la suite de l'assèchement de cette mer, le vent transporte chaque année 75 millions de tonnes de poussière et de dépôts toxiques, qui ont été détectés en Europe et dans l'Antarctique. Avec l'aide de la Banque mondiale, nous sommes parvenus à restaurer la partie nord de la mer d'Aral. Nous nous employons également, en coopération avec l'ONU et la communauté internationale, à nettoyer la zone de l'ancien site d'essai nucléaire de Semipalatinsk. Les pays d'Asie centrale attendent de l'aide pour lutter contre les problèmes écologiques de la région.

Le Kazakhstan appuie le nouveau document d'ensemble pour le développement de notre planète, le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui vient d'être adopté (résolution 70/1). Les objectifs de

développement durable, tels qu'énoncés dans le nouveau Programme, représentent un tournant pour les pays et les peuples du monde. Le document final de ce Sommet deviendra une feuille de route véritablement mondiale en faveur du développement et de la prospérité de la Terre.

La responsabilité principale de la mise en œuvre des objectifs du développement durable incombe aux gouvernements nationaux. Les objectifs et les cibles fixés dans le nouveau Programme coïncident avec les priorités et les objectifs que le Kazakhstan a établis pour l'avenir. Notre réponse à ces défis modernes, que nous avons intitulée la Stratégie 2050 du Kazakhstan, sera adoptée par le pays. Son objectif consiste à faire du Kazakhstan l'un des 30 pays les plus développés au monde. Nous mettons en œuvre un plan national, qui prévoit cinq réformes institutionnelles visant à moderniser l'appareil d'État, améliorer le travail des institutions civiles et juridiques, industrialiser davantage notre économie et promouvoir une société ouverte.

La réouverture et la modernisation de l'économie de la Route de la soie sont importants pour les pays de l'Eurasie et profiteront à de nombreux pays en maintenant un point de passage entre la région Asie-Pacifique et l'Europe. Le Kazakhstan développe son infrastructure en construisant des chemins de fer et des routes qui uniront le Pacifique à l'Europe et le Moyen-Orient via le Kazakhstan. Notre pays, qui n'a pas d'accès à la mer, est devenu un lieu de transit, et a ainsi obtenu cet accès. Le moment est venu pour nous de nous rassembler autour de l'idée d'une grande Eurasie qui unira en un projet d'intégration du XXI^e siècle unique – l'Union économique eurasiennne, la zone économique de la Route de la soie et l'Union européenne. Un fossé se creuse à travers le monde entre les riches et les pauvres. Cette tendance négative est aggravée par les conflits au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie. La crise migratoire actuelle est le résultat non seulement des murs, mais aussi des déséquilibres dans le développement. Au XXI^e siècle, les États qui réussiront se distingueront non pas par leurs arsenaux d'armes, mais par leur aptitude à générer des idées novatrices et à en faire bénéficier leur peuple.

Selon l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm, les dépenses militaires totales de l'ensemble des États en 2014 ont dépassé 1700 milliards de dollars, soit environ 2,3 % du produit intérieur brut mondial. Par conséquent, afin de garantir les

programmes que nous avons adoptés et de leur assurer le financement à grande échelle nécessaire, je propose à nouveau que chaque État consacre chaque année 1 % de son budget annuel de défense au Fonds pour le développement durable. Nous pourrions ainsi mettre en œuvre le plan de développement que nous venons d'adopter.

M. Alrowaiei (Bahreïn), Vice-Président, assume la présidence.

Aujourd'hui encore, l'histoire nous offre l'occasion de nous unir au nom d'un avenir commun prometteur. Le mieux que nous puissions faire est d'empêcher que les espoirs de l'humanité n'échouent sur les récifs des défis et des menaces contemporaines. Le Kazakhstan est disposé à déployer tous les efforts possibles et à consacrer ses ressources à la réalisation de l'objectif du développement durable.

Je souhaite à chacun plein succès, et la prospérité à tous les pays du monde.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je remercie le Président de la République du Kazakhstan de sa déclaration.

M. Nursultan Nazarbayev, Président de la République du Kazakhstan, est escorté de la tribune.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la Roumanie.

M. Klaus Werner Iohannis, Président de la Roumanie, est escorté à la tribune.

Le Président Iohannis (*parle en anglais*) : C'est un grand honneur pour moi de participer à ce Sommet, qui vient d'adopter le document de programme, intitulé « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1) », alors que la communauté internationale célèbre cette année le soixante-dixième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies.

Le nouveau Programme vise à éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et à réaliser le développement durable dans ses trois dimensions, de manière équilibrée et intégrée. Les 17 objectifs du développement durable et les 169 cibles confirment le caractère exhaustif du nouveau Programme. Le travail qui nous attend, pour les 15 années à venir, démontrera l'attachement sincère de tous les États Membres des Nations Unies à réaliser

cette noble et ambitieuse aspiration : libérer les peuples du fléau de la pauvreté.

Il est de notre devoir à tous d'élaborer des solutions adéquates à cette fin alors que la science et la technologie constituent de précieux atouts qui laissent présager des perspectives exceptionnelles pour la promotion de la croissance économique. Nous devons être bien conscients que les mesures visant à éliminer la pauvreté ne constituent pas seulement un engagement moral, mais aussi un moyen de promouvoir la paix et la sécurité internationales.

La paix et la sécurité internationales, principaux objectifs de l'ONU, ne peuvent être pleinement conquises sans une priorité particulière accordée au développement. Nous devons remonter aux origines des conflits : la pauvreté, le manque d'espoir, le désespoir et l'exclusion sociale. La pauvreté peut mener au désespoir et à la frustration, lesquels peuvent faire le lit de l'extrémisme et de la violence. La paix et la sécurité, aux niveaux national et international, sont les conditions préalables essentielles au développement durable. Comme nous l'avons vu le mois dernier, des centaines de milliers de personnes fuyant la guerre à la recherche d'une vie meilleure ont traversé l'Europe, souvent au péril de leur vie. Ce flot sans cesse croissant de migrants venus du Moyen-Orient et d'Afrique a mis des pays européens face à une catastrophe humanitaire croissante. Cette crise est complexe et comporte des aspects humanitaires; elle entraîne également de nouvelles crises sur les plans financiers, de l'intégration et de la protection des frontières. Si nous ne parvenons pas à répondre efficacement à chacune de ces crises, chaque vague migratoire sera plus forte que la précédente. Chaque nation est moralement tenue de sauver des gens, de leur apporter aide et protection.

Le nouveau Programme de développement va bien au-delà des objectifs du Millénaire pour le développement, en conservant des thèmes tels que l'élimination de la pauvreté, l'éducation et la santé, tout en introduisant de nouveaux thèmes tels que l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous. Le nouveau Programme est de nature universelle, il maintient un équilibre entre les objectifs économiques, environnementaux et sociaux, traite des principaux moyens de mise en œuvre et appelle à un partenariat mondial pour sa mise en œuvre. Il appartient à tous les pays de veiller à la mise en place de politiques appropriées aux fins de la mise en œuvre du Programme. Les pays doivent promouvoir des institutions efficaces

et ouvertes à tous et adopter des politiques fondées sur la primauté du droit, les droits de l'homme, les droits des femmes, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. L'appropriation et la responsabilité au niveau national revêtent une importance primordiale pour la mise en œuvre du Programme, en termes d'engagements et d'instruments, tels que les stratégies de développement durable. Il incombe à chaque pays la responsabilité première de son propre développement. Nous appuyons sans réserve l'idée selon laquelle le nouveau Programme doit être mis en œuvre par les institutions locales, répondant ainsi directement aux besoins des citoyens. Leurs besoins, intérêts et préoccupations doivent être clairement pris en compte au moment où des stratégies sont arrêtées aux niveaux local et national.

En ce qui concerne la Roumanie, nous allons revoir notre stratégie nationale sur le développement durable afin d'y intégrer les nouveaux objectifs du développement durable. L'exclusion sociale est considérée comme le principal obstacle à la mise en œuvre au niveau local des objectifs du développement durable. Grâce à cette stratégie révisée, nous veillerons notamment à promouvoir l'inclusion des personnes handicapées, des jeunes et des femmes dans les politiques de développement. L'élimination de la pauvreté sous-entend des offres d'emplois décentes, et les politiques de cohésion sociale sont nécessaires pour éviter et prévenir l'exclusion sociale. Nous sommes disposés à participer au processus de révision et de contrôle de la mise en œuvre du nouveau Programme, à partager notre expérience avec d'autres États Membres et à tirer les enseignements et les résultats positifs de ce processus.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je remercie le Président de la Roumanie de sa déclaration.

M. Klaus Werner Iohannis, Président de la Roumanie, est escorté de la tribune.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Bélarus.

M. Alyaksandr Lukashenka, Président de la République du Bélarus, est escorté à la tribune.

M. Lukashenka (*parle en russe*) : Le développement durable d'un pays est impossible sans la paix et la sécurité. Le peuple du Bélarus a pleinement connu cette vérité fondamentale par son destin même. Au cours du siècle écoulé, le Bélarus est devenu le lieu des batailles les plus sanglantes des deux guerres mondiales. Par conséquent, nous

attachons une importance particulière à la prévention des conflits armés et des menaces à la vie des gens. Ayant perdu dans la guerre contre le fascisme un tiers de sa population, le Bélarus a su renaître de ses cendres et protège aujourd'hui avec piété la paix et l'harmonie dans la société, tout en assurant le bien-être du peuple et le développement durable du pays.

Pendant les années de son existence souveraine notre pays a eu la fierté d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement portant sur l'élimination de la faim et de la pauvreté, la réalisation de 100 % d'alphabétisation, l'égalité entre les femmes et les hommes, la stabilité sociale et politique, la non-discrimination pour des raisons ethniques ou religieuses. Nous ne connaissons pas de problème de mortalité maternelle. La mortalité infantile au Bélarus est la plus faible au monde.

Ce que je décris ici est le résultat d'une démocratie véritable, et non pas ce que les professeurs occidentaux cherchent à nous imposer. Malheureusement, notre planète dans son ensemble n'a pas connu le même succès. C'est un monde plus séparé et divisé que jamais depuis ces trois dernières décennies qui participe à ce Sommet. La planète est en proie à de nombreux conflits armés et à des actes de terrorisme. Il est regrettable qu'aucune réponse adéquate n'ait été trouvée face à l'augmentation des menaces mondiales.

Nous n'avons pas réussi jusqu'à présent à rétablir l'équilibre qui a été perdu avec l'effondrement de l'Union Soviétique. Et sans équilibre des pouvoirs, il n'y a ni paix ni stabilité. Il s'agit là d'une crise systémique. Dans tout système, toute force, si elle agit de façon incontrôlable, ne cherche qu'à assurer sa propre prospérité aux dépens des autres. La politique de l'hégémonie et de l'égoïsme national mène au recours généralisé à la pression, aux sanctions et à l'action militaire. En conséquence, nous perdons confiance l'un en l'autre. Les exemples sont nombreux de manœuvres politiques ouvertes, de mensonges et de crimes contre l'humanité.

Souvenons-nous de faits récents. Sous le prétexte de la présence d'armes nucléaires en Iraq, certains pays ont décidé de « démocratiser » l'Iraq. Et où se trouvent ces armes nucléaires? Où se trouve la démocratie aujourd'hui en Iraq? Pourquoi le Président de l'Iraq a-t-il été assassiné? Qu'en est-il aujourd'hui de ce pays et de l'avenir du peuple iraquien? La vie s'est-elle améliorée pour le peuple de ce pays? Les responsables de ce qui est arrivé en Iraq prétendent avoir fait une erreur. Ils auraient dû être destitués mais, là encore, il n'en pas été

ainsi. Ils sont même allés plus loin. Ils ont commencé par la Tunisie puis sont passés à la Libye. Le scénario a été exactement le même. Le Président Kadhafi a été crucifié, et son État détruit. La situation en Libye s'est-elle améliorée? La réponse est non. Et la Libye existe-t-elle en tant qu'État viable?

Cela aurait dû suffire, mais ils sont allés en Syrie. Pour quelle raison? Pourquoi tuent-ils tant de monde? Pourquoi cherchent-ils à renverser un Président en exercice? Pourquoi ne leur convient-il pas? En outre, en facilitant les massacres en Syrie, ils sont en train d'effacer les dernières traces de notre civilisation commune. Ils devraient dire au monde ce qu'ils veulent vraiment et ce qu'ils recherchent.

J'aimerais évoquer maintenant la crise en Ukraine. Si nous ne mettons pas fin aux effusions de sang en Europe, à ce massacre fratricide, nous faciliterons l'escalade d'un conflit avec ses terribles conséquences pour le monde civilisé. Si nous faisons un pas supplémentaire vers un conflit mondial, il se peut que nous déclenchions une nouvelle guerre mondiale au cœur d'un monde civilisé et progressiste. Comment se peut-il, dans ce nouveau millénaire, que nous devions encore comprendre combien le monde et la civilisation humaine sont fragiles?

Je dis cela non pas pour énumérer des événements bien connus, mais pour que les puissants de ce monde puissent comprendre qu'il n'existe aujourd'hui aucune force pour les arrêter. Les chefs d'État qui commettent ce blasphème sont tous des croyants. Beaucoup d'entre eux prient en public, et le Seigneur voit tout et il est juste. S'il entrait en fureur et punissait les coupables, alors tous les peuples innocents pâtiraient des paris hasardeux de ces dirigeants. Je les implore d'arrêter. Nous devons aider les peuples des pays les plus pauvres à se redresser, à prendre soin d'eux-mêmes et à accéder à l'éducation. Si ces dirigeants nourrissent ceux qui ont faim et sauvent les enfants des catastrophes, ils recevront leur juste part.

L'aliénation mutuelle est caractéristique non seulement des grands pays, mais aussi des petits pays. Beaucoup d'entre eux n'ont pas le moindre désir de comprendre les traditions, la culture et les convictions des autres peuples. Il est évident que le rétablissement de l'équilibre est un long chemin vers un monde multipolaire. Nous nous rapprocherons de cet objectif si nous choisissons d'agir et de ne pas attendre passivement. On doit reconnaître en réalité que nous sommes tous différents et que chaque peuple,

chaque pays a le droit de choisir sa propre voie de développement. C'est dans notre diversité que nous pouvons trouver la clef du progrès global et du succès individuel. Une telle approche permettrait d'introduire à nouveau la confiance dans notre vie internationale. Mais pour cela il faut se rencontrer, engager un dialogue et rechercher une interaction positive. Et, encore une fois, nous sommes parvenus à un accord. Nous devons agir.

L'histoire nous enseigne que tout État qui prétend détenir seul le rôle de dirigeant, sans tenir compte des intérêts des autres, est finalement voué à l'échec. Tout avantage au détriment des autres ne dure pas longtemps. La sagesse populaire enseigne que le bonheur ne se fait pas sur les malheurs des autres.

Le monde moderne connaît une crise de responsabilité. Les intérêts égoïstes et les avantages à court terme sont au cœur de nombreuses décisions. Sur la scène internationale, les actions d'un certain nombre d'États, tiennent rarement compte des réalités et des particularités des autres pays et sociétés. Je suis convaincu que, grâce à une approche différente, il n'y aurait pas eu des centaines de milliers de victimes en Iraq, en Libye, en Syrie et dans d'autres pays, que les réfugiés fuient en voulant échapper à la guerre. Il n'y aurait eu aucun État islamique. Il n'y aurait pas eu d'actes de terrorisme en Europe ni de guerre civile en Ukraine. La liste de ces conditionnels peut être assez longue.

Il importe d'en parler aujourd'hui sinon ces pays, ces peuples ne nous comprendront pas lorsque nous parlerons de développement, alors que des millions, pour ne pas dire des milliards d'individus n'ont pas accès à des conditions de vie qui leur permettent de vivre ne serait-ce qu'au jour le jour. Aujourd'hui, nous avons besoin de politiciens responsables, qui soient capables d'agir globalement et stratégiquement et de prendre des décisions dans l'intérêt de toute la communauté internationale, et d'accepter des compromis pour le bien commun.

Me trouvant à l'ONU, je ne saurais omettre de mentionner la crise des structures internationales. On a le sentiment, ces dernières années, que leur rôle a été réduit pour n'être qu'un simple lieu pour régler des différends entre États et, parfois, faire pression sur certains pays qui ne plaisent pas aux plus puissants de ce monde. Il suffit de voir la multitude de résolutions adoptées par l'ONU. Le vote de ces résolutions contribue-t-il vraiment à la solution des conflits? Sert-il à unir la communauté internationale? Ces résolutions améliorent-elles la vie

des peuples? Disons-le franchement : « Non ». Après avoir voté, nous recommençons à être séparés dans nos différents camps. Par conséquent, cela génère encore plus de méfiance et de désunion.

Je suis profondément convaincu que l'Organisation des Nations Unies ne devrait pas être utilisée pour démontrer la puissance de quelqu'un. Cela affaiblit l'Organisation et détruit la confiance en elle, cela contredit sa nature et sa mission. Dès lors, il n'est pas surprenant que les structures internationales traditionnelles jouent un rôle insuffisant dans le règlement et la prévention des conflits. Nous devons mettre un terme à cette pratique déplorable. L'ONU doit être un forum de coopération entre les États, et non un forum d'affrontement.

Seules la compréhension mutuelle et la responsabilité, la conscience de la diversité de la communauté internationale et la restauration de la confiance peuvent nous aider à nous unir, à assurer la paix et la sécurité et à trouver des réponses efficaces aux défis et menaces globaux. Le développement durable de tous les pays et le renforcement du rôle des Nations Unies seront l'aboutissement concret de nos efforts communes et de la consolidation du rôle de l'Organisation au niveau mondial.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je remercie le Président de la République du Bélarus de sa déclaration.

M. Alyaksandr Lukashenka, Président de la République du Bélarus, est escorté de la tribune.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République socialiste démocratique de Sri Lanka.

M. Maithripala Sirisena, Président de la République socialiste démocratique de Sri Lanka, est escorté à la tribune.

Le Président Sirisena (*parle en singhalais; texte anglais fourni par la délégation*) : Depuis sa création, l'Organisation des Nations Unies s'est toujours efforcée de rendre la vie humaine plus rationnelle, plus riche de sens et plus prospère. En tant que dirigeants du monde, il est de notre responsabilité et de notre devoir de bâtir un tel monde. Le Gouvernement sri-lankais appuie sans réserve le programme de développement durable pour l'après-2015 et les objectifs et cibles de développement durable qui viennent d'être adoptés par l'Assemblée

dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1). En conséquence, je déclare que le Gouvernement sri-lankais agira avec détermination, en tant que pionnier de la civilisation soucieuse de l'environnement qui prend forme au XXI^e siècle.

Le développement durable représente l'équilibre entre le développement économique et social et la protection de l'environnement. Le Gouvernement sri-lankais prévoit de réaliser pleinement ces objectifs d'ici à 2030. À cet égard, nous nous efforcerons de répondre aux besoins fondamentaux de la population, d'atténuer progressivement la pauvreté, d'éliminer toutes les formes de discrimination et d'inégalité et de mettre en place une société fondée sur la justice sociale et la sécurité humaine. Dans le même temps, tout en mettant l'accent sur la protection de nos ressources naturelles, nous formulerons également une politique nationale relative à la consommation des ressources fondée sur la viabilité environnementale. Nous veillerons à ce que la politique pertinente soit mise en œuvre dans le cadre d'une structure institutionnelle reposant sur les principes de bonne gouvernance appuyés par mon gouvernement. Une attention particulière sera accordée à la notion de bonne gouvernance en matière d'environnement, qui fait partie intégrante de nos politiques en matière de gouvernance. Nous veillerons à ce que la société civile et les milieux d'affaires, ainsi que le secteur public, participent à ces efforts. Le développement durable ne peut pas être réalisé par un seul pays agissant isolément. Notre stratégie envisage donc un cadre de coopération avec l'Organisation des Nations Unies, les organisations régionales et les autres États.

Sri Lanka s'emploiera résolument à la réalisation de l'objectif de développement durable 13, qui porte sur les changements climatiques. Nous nous efforcerons de réduire au minimum les risques liés à d'éventuelles menaces écologiques. Je suis fermement convaincu de la nécessité de mener une étude adéquate pour déterminer comment les changements climatiques aggravent les défis actuels de Sri Lanka en matière de développement, tels que la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire, le nombre croissant des personnes âgées et les catastrophes naturelles.

Pour terminer, je tiens à affirmer que Sri Lanka, qui aspire à être un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, élaborera ses politiques de développement en prêtant une attention particulière à l'objectif de développement durable 1, à savoir

l'élimination de la pauvreté; à l'objectif 2, à savoir la sécurité alimentaire; à l'objectif 7, à savoir l'énergie; à l'objectif 4, à savoir l'éducation; à l'objectif 10, à savoir la réduction au minimum des disparités de revenus, et à l'objectif 11, à savoir le développement urbain. La riche histoire de Sri Lanka, qui remonte à plus de 2 500 ans, est pour nous une source d'inspiration et de force dans cette entreprise.

Je voudrais terminer en citant la traduction anglaise d'une ancienne bénédiction en langue pali qui figure également dans le préambule de la Constitution sri-lankaise : « Puissent les pluies tomber en leur temps », ce qui renvoie à l'équilibre écologique; « puissent les moissons être abondantes », ce qui renvoie à la prospérité économique; « puisse le monde prospérer » et « puisse le souverain être juste », ce qui renvoie à la bonne gouvernance. Cela montre qu'il y a plusieurs siècles, nos ancêtres possédaient déjà la sagesse et avaient conscience du triangle du développement durable. En tant qu'héritière de ce savoir traditionnel et influencée par sa sagesse ancestrale qu'elle adaptera pour répondre aux besoins de l'ère moderne, Sri Lanka se tient prête à relever les défis qui l'attendent et à aller glorieusement de l'avant en ce XXI^e siècle. Que la bénédiction des Trois joyaux du bouddhisme soit sur vous!

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je remercie le Président de la République socialiste démocratique de Sri Lanka de sa déclaration.

M. Maithripala Sirisena, Président de la République socialiste démocratique de Sri Lanka, est escorté de la tribune.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République de Malte.

M^{me} Marie Louise Coleiro Preca, Présidente de la République de Malte, est escortée à la tribune.

La Présidente Coleiro Preca (*parle en anglais*) : Nous nous réunissons à un moment critique de notre histoire, un moment qui plus que jamais appelle à la solidarité mondiale, alors que nous venons de prendre un immense engagement de préserver la dignité humaine et les droits de l'homme. Il s'agit d'un moment où nous devons croire que nous sommes capables de remettre en question les limites imposées par les conventions dogmatiques et l'étroitesse de pensée. Nous devons croire et nous devons concrétiser l'engagement croissant ressenti si fortement au sein de toutes nos nations à créer et maintenir des communautés ouvertes à tous.

Nous devons trouver les moyens de faire en sorte qu'un véritable dialogue et une entente commune entre les peuples de cultures différentes enrichissent et appuient notre engagement.

Nous sommes à un moment où nous ne devons pas perdre de vue les conséquences profondes et souvent insidieuses de l'inégalité. Le cycle du pouvoir, du privilège et de l'oppression limite les possibilités, le développement et le droit à l'autodétermination de millions de personnes à travers le monde. Nous devons interrompre ces processus et œuvrer pour la justice sociale, sachant que de tels systèmes d'inégalité ne peuvent jamais définir la personne humaine. Des récits d'inégalité inondent nos médias chaque jour. Nous entendons parler de personnes privées de leurs droits les plus fondamentaux. Nous entendons parler d'individus et de groupes victimes de discrimination, nous entendons parler de la pauvreté extrême, de personnes souffrant des effets des changements climatiques, et de personnes vulnérables, exploitées et maltraitées.

La précarité du monde exige que nous redoublions d'efforts pour remédier à ces inégalités, qui continuent d'entraver nos progrès. Mais comment pouvons-nous parler de progrès sans parler des femmes, des filles et des minorités sexuelles qui continuent de se heurter chaque jour à une multitude d'inégalités? Comment pouvons-nous parler de développement durable sans nous attaquer à la pauvreté qui touche des millions de personnes? Comment pouvons-nous parler d'inclusivité sans regarder au-delà de la sécurité de nos centres de privilège?

Si nous sommes réellement déterminés à assurer un avenir durable, nous devons appliquer des mesures permettant d'examiner de manière critique et réfléchie les systèmes qui sont à la base des inégalités et les reproduisent à l'échelle mondiale. En tant que dirigeants, nous ne pouvons pas détourner le regard. En tant que dirigeants, nous devons constamment prendre fait et cause pour l'intégration sociale, économique et politique. En tant que dirigeants, nous devons également toujours laisser s'exprimer les vérités communes de notre communauté mondiale. En tant que dirigeants, nous devons défendre la paix et le bien-être de tous. Cette position peut parfois ne pas être la plus appréciée. Nous devons être audacieux et défendre les droits des personnes vulnérables, où qu'elles se trouvent. La dignité humaine, la stabilité et la liberté doivent être au cœur de nos préoccupations. Il est par ailleurs encourageant

de voir que nous sommes si nombreux à partager cette volonté mondiale d'améliorer notre monde.

L'adoption du Programme 2030 améliorera la vie de nombreuses personnes et mettra en route les changements qui favoriseront une profonde transformation culturelle et structurelle. Notre engagement doit aboutir à un plus grand respect des droits fondamentaux et d'autres droits de l'homme. Nous devons prendre position partout où ces droits sont violés et à chaque fois qu'ils le sont. La communauté internationale doit fermement appliquer une approche axée sur les droits de l'homme afin de s'attaquer efficacement à ces réalités. Nous devons coopérer les uns avec les autres, ainsi qu'avec d'autres parties prenantes, en suivant une voie commune pour atteindre des objectifs communs. Les gouvernements ne sont pas les seuls à poursuivre ces objectifs. Le rôle de la société civile est essentiel, et j'encourage les organisations non gouvernementales et d'autres organismes à participer activement à la transformation mondiale que nous envisageons aujourd'hui.

Les générations futures nous jugeront à l'aune de nos efforts, qui, à eux seuls, ne suffisent pas. Nous devons œuvrer de concert, sur un pied d'égalité, pour obtenir des résultats et amener de véritables changements qui profitent à tous les êtres humains. Les pauvres attendent depuis trop longtemps. Il est temps d'agir.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Je remercie la Présidente de la République de Malte.

M^{me} Marie Louise Coleiro Preca, Présidente de la République de Malte, est escortée de la tribune.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Djibouti et Chef du Gouvernement.

M. Ismaël Omar Guelleh, Président de la République de Djibouti et Chef du Gouvernement, est escorté à la tribune.

Le Président Guelleh : Je souhaiterais, d'emblée, féliciter le Président de l'Assemblée générale à sa soixante-neuvième session pour son leadership ainsi que l'excellent travail accompli nous permettant de conclure, avec succès, deux processus de négociations importants, à savoir la troisième Conférence internationale sur le financement du développement et le programme de développement pour l'après-2015, que nous venons d'adopter.

Je voudrais également saluer et encourager le Président de l'Assemblée générale à sa soixante-dixième session, qui marque les 70 ans de l'Organisation et qui est historique à plus d'un titre. Cette session, qui sera une occasion de passer en revue les réalisations et les efforts inlassables de l'ONU en matière de paix et de sécurité, de développement et de promotion des droits de l'homme, enregistrera également l'engagement renouvelé des États Membres en faveur d'un monde plus sûr, plus juste et mieux préservé pour les générations futures.

Le programme de développement que nous venons d'adopter, intitulé « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », comprend 17 objectifs de développement durable assortis de 169 cibles ambitieuses et universelles. Il a pour but de transformer toutes les sociétés en les arrimant au développement durable, et cela, par l'éradication de la pauvreté et de la faim; la lutte contre les inégalités; la garantie de l'autonomisation des femmes et des filles en ne laissant personne pour compte; le renforcement du développement économique durable avec la transformation et la promotion de modes de consommation et de production durables; la protection de notre planète en combattant les changements climatiques; et, enfin, l'établissement d'institutions efficaces, comptables et inclusives en vue de réaliser le développement durable et de parvenir ainsi à un partenariat mondial revitalisé.

M. Rasmussen (Danemark), Coprésident, assume la présidence.

Le nouveau programme de développement prend également en compte les lacunes et les défis observés durant la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans bon nombre de pays. Il est important de reconnaître ici les progrès tangibles enregistrés par les pays africains, notamment le mien, dans la réalisation des OMD. Même si des défis persistent, des résultats probants ont été observés en matière d'éducation, de santé maternelle et infantile et de lutte contre le VIH/sida et autres maladies transmissibles.

L'exemple dont je suis le plus fier et que je souhaite partager avec l'Assemblée est celui qui concerne les progrès réalisés en matière de sécurité alimentaire grâce à des politiques nationales de développement social doublées de stratégies de coopération régionale qui ont permis de booster la production agricole de notre pays. Cela nous a en effet permis de réduire de moitié

l'extrême pauvreté et la faim ainsi que la mortalité infantile. La République de Djibouti a eu l'insigne honneur de figurer parmi les pays récompensés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture en juin 2015 pour avoir atteint ce double objectif du Millénaire, malgré des conditions climatiques drastiques.

Il est important qu'en cette année charnière pour le développement durable, les défis et les déficits qui ont ralenti la réalisation des OMD soient dûment évités et corrigés. Les moyens financiers mobilisés aussi bien au niveau national qu'à travers la coopération internationale seront déterminants pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable. L'aide publique au développement est cruciale pour les pays les moins avancés, et il est impératif que les engagements pris à leur égard par les partenaires de développement soient enfin honorés.

L'adoption du Programme d'action d'Addis-Abeba à la troisième Conférence internationale sur le financement du développement a été une occasion importante au cours de laquelle le financement du développement a vu des engagements internationaux pris en faveur d'une contribution accrue au développement à travers, notamment, l'aide publique au développement, la promotion des investissements directs étrangers, le transfert des technologies, ainsi que le commerce. Il a été, aussi, clairement convenu que les sources de financement, en raison des estimations des besoins financiers élevés nécessaires à la réalisation des objectifs de développement durable sont multiformes et proviendront de ressources publiques et privées tant nationales qu'internationales. Il me paraît évident que les objectifs de développement durable ne seront réalisés en 2030 que si chaque objectif est accompagné de financements adéquats, mais également d'indicateurs pertinents pour chaque réalité socioéconomique nous permettant d'évaluer les résultats.

Il est clair que pour assurer la réalisation des objectifs de développement durable et du financement pour le développement, tous les pays doivent accroître leur résilience en adoptant un modèle de développement durable résolument orienté vers un avenir à faible émission de carbone. Des pays comme le mien, alors qu'ils y contribuent peu, subissent cependant les effets de la détérioration de l'environnement et des changements climatiques, qui causent des sécheresses et des inondations récurrentes. Les effets des changements climatiques touchent en premier les femmes, les jeunes,

les personnes âgées et en particulier ceux qui vivent en milieu rural.

Il est crucial que la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra à Paris soit une réussite et que tous les États saisissent cette occasion pour prendre un engagement sérieux, voire juridiquement contraignant, pour ralentir à court terme les effets des changements climatiques en contrôlant les émissions de gaz à effet de serre, d'une part, et en adoptant à moyen et long terme, d'autre part, des politiques et des programmes destinés à la reconstitution des écosystèmes et privilégiant des solutions fondées sur une conduite environnementale responsable. Cela nous aidera individuellement et collectivement à remédier aux inégalités croissantes entre États et à l'intérieur des États et à permettre une autonomisation de tous et une meilleure protection sociale.

Il est incontestable que la réalisation des objectifs de développement durable est intrinsèquement liée à l'appropriation nationale de ce Programme par nos pays respectifs. En tant que pays africains, nous nous félicitons de voir la Position commune africaine et ses six piliers, ainsi que les priorités de notre programme continental, l'Agenda 2063, intégrés dans les objectifs de développement durable et reflétés dans le Programme 2030. Je tiens à souligner que dans la mise en œuvre du Programme 2030, – dont le leitmotiv est « ne laisser personne de côté » – il est important que les priorités nationales en matière de développement durable, ainsi que les lois et les spécificités sociales, culturelles, morales et religieuses de chaque État et de chaque société, soient au cœur de ce programme universel et inclusif basé sur les droits de l'homme universellement reconnus.

Je voudrais conclure en réaffirmant la ferme volonté politique de la République de Djibouti de continuer à œuvrer pour que le développement socioéconomique respectueux de l'environnement, tel que décrit dans le Programme 2030, soit le chemin résolument poursuivi pour les prochaines années ainsi que les prochaines générations.

Le Coprésident (M. Rasmussen) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président de la République de Djibouti et Chef du Gouvernement de sa déclaration.

M. Ismaël Omar Guelleh, Président de la République de Djibouti et Chef du Gouvernement, est escorté de la tribune.

Le Coprésident (M. Rasmussen) (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Vice-Président de la République du Soudan du Sud.

M. James Wani Igga, Vice-Président de la République du Soudan du Sud, est escorté à la tribune.

M. Igga (Soudan du Sud) (*parle en anglais*) : En dépit du fait que le Soudan du Sud est né 11 ans après le Sommet du Millénaire de septembre 2000 à New York, à l'occasion duquel ont été adoptés les objectifs visant à améliorer les conditions de vie de l'humanité, les objectifs du Millénaire pour le développement sont devenus des repères qui guideront nos processus de planification pour les décennies à venir. Il aurait été irréaliste de nous prendre en considération s'agissant des délais fixés dans le contexte de cette noble entreprise – tout simplement parce que notre pays n'avait pas encore vu le jour –, mais il n'en demeure pas moins que nous avons réalisé quelque chose dans ce sens, dans le cadre de notre propre calendrier et de nos propres paramètres.

S'agissant des 17 objectifs de développement durable et des 169 cibles y afférentes, nous croyons comprendre qu'ils vont coûter au monde près de 45 mille milliards de dollars en une année seulement, et il ne fait aucun doute qu'ils se chevauchent. Il s'agit d'une tâche titanesque à première vue, mais le Soudan du Sud a choisi seulement six de ces objectifs sur lesquels il va se concentrer, conformément à ses priorités. Notre premier objectif est la sécurité alimentaire et l'agriculture; le deuxième, les infrastructures, notamment les routes; le troisième, l'énergie et l'hydroélectricité; le quatrième, la santé; le cinquième, l'éducation; et le sixième, la croissance économique, ainsi que le plein emploi productif. Le Gouvernement a la volonté d'atteindre ces objectifs, mais il est incontestable que le principal obstacle auquel nous allons nous heurter est d'ordre financier.

L'écart entre les pays industrialisés et les pays en développement ne devrait pas être comblé en utilisant les mêmes modèles de croissance économique qui ont endommagé l'environnement. Alors que le monde développé reste le seul émetteur de gaz à effet de serre, qui sont à l'origine des changements climatiques, nous, au sein du tiers-monde, avons besoin d'aide pour promouvoir une énergie verte afin d'assurer notre croissance industrielle imminente, en vue de prévenir les conséquences néfastes des dégâts écologiques sur le plan socioéconomique.

Les besoins en énergie et les besoins parallèles en ressources financières constituent des priorités conflictuelles pour les pays sortant de guerres civiles prolongées. L'une des principales causes déclenchantes de notre guerre de 21 ans pour l'indépendance du Soudan du Sud est liée notamment à la nécessité de prévenir les dégâts écologiques qu'aurait entraîné le drainage de l'une des cinq zones humides les plus vastes du monde, qui s'étend sur près de 57 000 kilomètres carrés. Avec la découverte de vastes gisements pétroliers dans la région du Soudd, nous demandons à présent au monde de nous aider à faire les compromis nécessaires pour protéger le système écologique de cette ressource mondiale vitale de la région méridionale de notre pays.

En effet, le conflit entre l'écologie et l'économie – au cœur de l'ordre du jour de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement tenue à Stockholm en 1972 – demeure aujourd'hui le principal obstacle au développement durable au Soudan du Sud. Nous sommes résolus à établir cet équilibre. Nous en avons l'obligation, en tant que membres de la communauté mondiale. Dans ce contexte, nous avons foi en l'esprit positif de la Conférence des Nations Unies sur le financement du développement, qui a appelé à un solide appui en faveur des pays en développement en vue de la réalisation des objectifs de développement durable.

À cette fin, nous devons remplir certaines conditions préalables importantes alors que nous entamons collectivement le processus de réalisation de ces nobles objectifs. Il faudra notamment accorder l'importance voulue au rôle des comités intergouvernementaux régionaux, qui travailleront en étroite collaboration avec l'Assemblée générale s'agissant de l'utilisation des fonds internationaux et des connaissances techniques. Cela permettra d'instaurer le climat de coopération dont nous avons besoin pour faire face efficacement aux obstacles spécifiques auxquels se heurte le développement durable en Afrique.

Pour terminer, je tiens à souligner que le Soudan du Sud est un pays extrêmement riche en minéraux et autres ressources naturelles, mais qui sont toujours inexploités. Même si nous faisons toujours partie de la catégorie des pays les moins avancés, les services se sont améliorés dans de nombreux centres urbains qui prolifèrent dans le pays. Nous invitons nos partenaires à se rendre dans notre pays et à y tenir l'une de nombreuses conférences prévues sur le développement durable. Étant donné qu'il n'y a pas d'émissions de gaz à

effet de serre dans mon pays, les abondantes ressources naturelles nationales, inexploitées, en font un excellent cas d'étude pour la mise en œuvre du programme de développement durable pour l'après-2015. Notre pays, qui est situé exactement au milieu du continent, entend apporter une contribution positive et soutenue au Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1). Nous sommes déterminés à continuer sur cette lancée, d'autant qu'un climat favorable de paix et de stabilité est en train de se consolider dans mon pays.

Le Coprésident (M. Rasmussen) (*parle en anglais*) : Je remercie le Vice-Président de la République du Soudan du Sud de sa déclaration.

M. James Wani Igga, Vice-Président de la République du Soudan du Sud, est escorté de la tribune.

Le Coprésident (M. Rasmussen) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la République islamique du Pakistan.

M. Muhammad Nawaz Sharif, Premier Ministre de la République islamique du Pakistan, est escorté à la tribune.

M. Sharif (Pakistan) (*parle en anglais*) : Je suis ravi de prendre part à une manifestation qui marque pour nous un tournant historique : l'adoption du programme de développement pour l'après-2015, sous la forme du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1). Nous, membres de la communauté mondiale, nous engageons, par ce programme, à l'égard d'une vision partagée de la croissance et du développement pour tous, en faisant le nécessaire pour ne laisser personne de côté. Notre nouveau programme traduit à la fois une ambition et notre action à venir dans l'effort commun de lutte contre la pauvreté, la faim et le dénuement. Au début du siècle, nous nous sommes engagés dans un programme de développement qui a porté l'attention de la communauté internationale sur la pauvreté, l'élimination de la pauvreté et le développement humain. En faisant passer les personnes et leurs besoins au premier plan, les objectifs du Millénaire pour le développement ont amené à refondre les processus de prise de décisions et redéfinir les priorités nationales. En conséquence, plus d'un milliard de personnes ont été sauvées de l'extrême pauvreté. Des acquis substantiels ont également été obtenus dans le combat contre la faim, l'illettrisme et la maladie. Nos succès, nombreux,

ont été également variables et inégalement répartis. La pauvreté, les inégalités et le manque de débouchés restent de dures réalités de notre temps.

Le programme de développement pour l'après-2015 est une réponse collective à ces problèmes. Il représente un pas de géant vers l'avant. Les 17 grands objectifs transversaux de développement durable et les 169 cibles y relatives tracent une trajectoire axée sur le développement et la croissance. Le nouveau Programme est fondé sur les trois dimensions du développement durable, à savoir la justice sociale, la bonne intendance de l'environnement et le bien-être économique. C'est donc un programme de changement caractérisé par une vitalité intrinsèque et par sa nature éminemment acceptable sur le plan social. L'accent est mis sur la transformation de notre économie et de nos moyens de subsistance, la construction de sociétés soudées, justes et pacifiques et la protection de notre planète. L'élimination de la pauvreté reste au cœur du programme.

Notre parcours ne s'arrête pas à l'adoption du nouveau Programme. Il ne fait que commencer. La portée et l'ampleur de notre nouveau cadre de développement sont énormes. Les résultats que nous en obtiendrons exigeront une volonté politique inébranlable tant au niveau national qu'au niveau international. Sa mise en œuvre exigera également un changement de paradigme en ce qui concerne nos visées politiques, sociales, économiques et de développement. Nous savons de par notre expérience nationale qu'une croissance économique solide et durable doit être au cœur de tout effort de réalisation de ces objectifs. Le développement social repose sur une synergie entre les grandes priorités de développement, dont la création d'emplois, la sécurité énergétique, les problématiques démographiques, la réduction des risques de catastrophe et la gouvernance. Il implique d'étendre l'accès aux ressources énergétiques et aux infrastructures pour les mettre à disposition d'une plus grande proportion de la population.

Il va être tout aussi important de remédier aux problèmes systémiques et aux contraintes structurelles. Il nous faudra, pour sous-tendre notre succès, des données crédibles en temps voulu. Il s'agit là de facteurs indispensables à cette réussite. Surtout, une mise en œuvre probante du nouveau Programme exige des ressources en proportion. Le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement nous fournit un point de départ prometteur. Il

complète les moyens de mise en œuvre énoncés dans le nouveau cadre de développement. Nous devons tenir concrètement ces engagements.

Une stratégie de développement demeure avant tout une entreprise nationale. L'élimination de la pauvreté et de la maladie et l'amélioration du niveau de vie de notre population font partie des engagements que nous avons constamment à son égard. Pour ce qui est du Pakistan, les objectifs de développement durable complètent les priorités et besoins définis au niveau national en matière de développement, dans notre programme Vision 2025. Ce document fournit un cadre général aux fins de l'intégration des nouveaux objectifs à la planification nationale sur les plans économique et du développement. Il est également une expression de notre attachement politique à ce processus. Le Gouvernement a engagé une série de réformes de grande envergure qui visent notamment à élargir nos sources de financement habituelles, à mettre un coup d'arrêt aux sorties de capitaux illicites et à garantir une utilisation optimale des ressources existantes. Nous sommes également conscients de la nécessité d'un solide mécanisme de surveillance et de suivi destiné à garantir la mise en œuvre efficace et intégrale des objectifs de développement durable au Pakistan. En conséquence, des procédures élaborées de coordination et de contrôle ont été mises en place aux niveaux national et provincial.

Nous avons par ailleurs une occasion historique de renverser la tendance menaçante des changements climatiques. Nous devons donc, à Paris, nous mettre d'accord sur un résultat juste, équitable, sur la base des principes de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. En apportant notre pierre, nous comptons sur un partenariat mondial revitalisé qui promeuve et complète les politiques et les priorités nationales, en fonction de nos besoins de développement.

Le Coprésident (M. Rasmussen) (*parle en anglais*) : Je remercie le Premier Ministre de la République islamique du Pakistan de sa déclaration.

M. Muhammad Nawaz Sharif, Premier Ministre de la République islamique du Pakistan, est escorté de la tribune.

Le Coprésident (M. Rasmussen) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre du Royaume de Belgique.

M. Charles Michel, Premier Ministre du Royaume de Belgique, est escorté à la tribune.

M. Michel (Belgique) : Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1) doit être un nouvel élan pour notre engagement mondial. Les défis qui se posent sont nombreux et largement interdépendants, comme par exemple le climat et les migrations, la pauvreté et la faim, la paix et la sécurité, ou encore la radicalisation. Les uns sont les causes ou les conséquences des autres. Les uns aggravent les autres. Pour relever ces défis, nous devons partager un projet universel et ambitieux, mais surtout, nous devons partager un projet porteur de réelles transformations pour nos concitoyens.

Ce n'est plus l'heure des constats, des rapports ou des études. C'est le moment d'agir de manière organisée et cohérente, et le point cardinal de notre action est connu : il s'agit de réussir à répondre aux besoins des générations présentes sans hypothéquer les besoins des générations futures. Le Programme 2030 peut être notre boussole pour les 15 prochaines années. C'est un programme universel, intégré et interdépendant. Septante années après la naissance de l'ONU, plus que jamais, le multilatéralisme est indispensable pour relever les défis du siècle qui s'ouvre.

Notre action a une base solide : ce sont les droits de l'homme. La Belgique défend l'approche fondée sur les libertés fondamentales. L'égalité entre les femmes et les hommes, la liberté d'expression, la liberté d'opinion, la liberté de la presse et l'état de droit sont chaque fois le chemin vers le développement. « On ne connaît pas de famine dans un pays où la presse est libre », dit Amartya Sen. Je crois profondément à la réalité de cette assertion. J'invite chacun à y réfléchir.

Je souhaite évoquer quelques points qui sont chers à mon pays.

Je mentionnerai d'abord, bien sûr, la paix et la sécurité. Les conflits détruisent les espoirs des femmes et des hommes d'une vie digne. Nos efforts de développement seront toujours réduits à rien du tout sans la paix et sans la sécurité. Nous devons chaque fois nous mobiliser pour faire reculer les guerres et les conflits. L'inclusion sociale, le travail décent et la protection sociale sont indispensables pour une croissance durable. La lutte contre les inégalités fait partie intégrante de notre aspiration à la dignité pour chacun.

Cette lutte passe bien sûr par la non-discrimination, qui ne peut souffrir aucune exception. Je veux condamner bien entendu toutes les forces de racisme, mais je veux aussi souligner d'autres

discriminations constatées chaque jour, fondées par exemple sur le sexe ou sur l'orientation sexuelle. Depuis cette tribune, je lance un appel au respect des droits des homosexuels. En aucun cas, nulle part dans le monde, l'homosexualité ne peut être considérée comme un crime. Nous serons des avocats tenaces de cette cause.

Les droits de la femme et l'égalité avec les hommes ne doivent pas seulement être garantis, ils doivent être réalisés. L'accès à l'éducation des filles doit mettre un terme au gaspillage inouï des ressources humaines. L'accès à la santé procréative, la garantie de leurs droits sexuels, l'accès au planning familial ou à la contraception sont des sujets que je refuse de ne pas évoquer parce qu'ils dérangerait certains. Je forme le vœu que ces barrières et ces tabous puissent tomber.

Enfin, la numérisation et l'accès à Internet constituent aussi un potentiel pour le développement. Nous devons bien sûr éviter deux écueils de taille : d'une part, l'accès à Internet ne peut pas être un moyen pour violer ou contrôler les vies privées; d'autre part, il ne peut pas non plus être utilisé pour diffuser la haine, l'extrémisme et le radicalisme.

La Belgique s'engage aussi à travers son aide au développement. Nous avons fait le choix de consacrer la moitié de notre aide au développement aux pays les moins avancés, et avons également porté ce plaidoyer à Addis-Abeba, lors de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement. À côté de l'aide publique au développement, nous devons mobiliser toutes les autres ressources. Je pense à la mobilisation des ressources intérieures et à leur utilisation efficace. Bien sûr, le secteur privé est pour nous un partenaire déterminant pour réussir des stratégies de développement. La transparence, la lutte contre la corruption et l'état de droit sont à cet égard des enjeux clés. Le secteur privé est un vecteur de croissance économique, et les initiatives publiques comme privées doivent mutuellement se renforcer.

Dans ce cadre, la modification des modes de production et de consommation non durables est un objectif primordial. La croissance économique doit aller de pair avec la production et la consommation durables. Aujourd'hui, les innovations visent à un équilibre entre la réduction des effets négatifs sur l'environnement et l'amélioration de la qualité de vie. Nous plaidons en faveur d'investissements massifs dans ces initiatives.

Le vrai travail doit maintenant commencer. L'universalité exige l'engagement de tous les pays. La

Belgique, dans toutes ses composantes institutionnelles, s'engage également. Chacun doit s'approprier ce projet universel. Dans la même logique, chaque citoyen peut poser des actes quotidiens plus responsables pour les droits de l'homme et pour le respect de notre planète. L'accès à l'information et l'éducation au développement durable doivent également être encouragés. Nous devons aussi nous employer à évaluer les progrès qui sont réalisés et à les comparer en nous fondant sur des indicateurs pertinents à cet égard.

Pour conclure, je voudrais souligner l'importance du travail accompli dans le cadre de l'ONU. Ensemble, nous avons travaillé pendant des mois à l'élaboration du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Chacun a fait la preuve de sa responsabilité et de sa solidarité. À présent réunis au plus haut niveau, il s'agit de nous engager ensemble.

La Belgique a toujours été au rendez-vous pour un multilatéralisme volontariste et efficace. Je forme le vœu que le Programme 2030 soit une réussite marquante de ce siècle. Or, cette réussite dépend de notre détermination et de notre ténacité. Assurons-nous qu'à cette tribune, dans 15 ans, ceux qui nous succéderont puissent constater avec fierté le bilan positif du processus qui aujourd'hui prend son envol, et puissent dire : « Nous avons réussi! »

Le Coprésident (M. Rasmussen) (*parle en anglais*) : Je remercie le Premier Ministre du Royaume de Belgique de sa déclaration.

M. Charles Michel, Premier Ministre du Royaume de Belgique, est escorté de la tribune.

Le Coprésident (M. Rasmussen) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la République populaire du Bangladesh.

La cheika Hasina, Premier Ministre de la République populaire du Bangladesh, est escortée à la tribune.

La cheika Hasina (Bangladesh) (*parle en anglais*) : Nous nous sommes joints aux peuples du monde entier pour adopter un nouveau programme universel de développement durable. Je rends hommage à tous ceux qui ont contribué à l'élaboration du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1), un programme axé sur l'humain.

En 2000, j'étais parmi les dirigeants mondiaux qui ont adopté la Déclaration du Millénaire

(résolution 55/2). Ces 15 dernières années, nous avons mobilisé nos peuples et nos ressources afin d'honorer les engagements pris à l'époque. Nous nous félicitons d'avoir atteint presque tous les objectifs du Millénaire pour le développement, notamment ceux concernant l'élimination de la pauvreté, la réduction de la mortalité maternelle et infantile, et les maladies transmissibles. La réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement a permis au Bangladesh d'intégrer la catégorie des pays à revenu intermédiaire.

Notre succès s'explique principalement par notre engagement politique et par les conditions favorables que nous avons su créer au Bangladesh. Nous avons mobilisé nos ressources nationales, renforcé nos capacités et autonomisé nos populations. Nous avons très tôt aligné nos stratégies et nos politiques de développement. Nous avons établi des partenariats avec un large éventail d'acteurs locaux et internationaux, et avons par ailleurs mis au point un grand nombre d'initiatives novatrices et de solutions en faveur du développement dans divers secteurs. Nous avons fait en sorte que les inégalités ne s'accroissent pas et que nos mesures bénéficient directement à la population. Nous constatons avec plaisir que plusieurs de nos solutions et expériences font désormais partie des solutions adoptées au niveau mondial.

Fort de son expérience, le Bangladesh s'est joint au processus de longue haleine visant à élaborer un programme porteur de transformation pour l'avenir. Aujourd'hui, nous devons tous nous engager à mettre en œuvre pleinement et efficacement le Programme 2030 et le Programme d'action d'Addis-Abeba. Une solide coopération mondiale est indispensable pour réaliser les objectifs de développement durable. Toutefois l'application du Programme devra tenir compte de la diversité des situations, des capacités et des niveaux de développement de chaque pays. Il sera tout aussi important à cet égard de respecter les politiques et les priorités nationales. Nous allons devoir nous attaquer à toutes les formes d'inégalité dans l'ensemble des domaines couverts par le Programme.

Dans cette quête collective, la communauté internationale doit tenir ses promesses de fournir les moyens de mise en œuvre pour chaque objectif du Programme.

Nous avons besoin d'aide financière et technologique, ainsi qu'en matière de renforcement des capacités et d'allègement de la dette. Nous devons faire

en sorte que le commerce mondial, le régime financier et les institutions financières soient justes et équitables.

Avant-hier, l'Assemblée générale a adopté dans la liasse le Programme 2030. Dans le cadre de sa préparation nationale, le Bangladesh est en train d'aligner son septième plan quinquennal de développement sur ce nouveau Programme mondial. Nous avons décidé de créer un nouveau mécanisme national chargé de coordonner l'application du Programme au sein du Gouvernement, placé sous la supervision générale de mon Cabinet.

Nous attendons avec intérêt de parvenir à des résultats à Paris, en décembre, avec la même ambition, la même détermination et le même engagement s'agissant d'un accord mondial sur les changements climatiques. Les changements climatiques sont en train de menacer les précieux gains obtenus par le Bangladesh en matière de développement, et c'est pourquoi nous devons veiller à ce que notre nouveau programme de développement et le nouvel accord sur les changements climatiques donnent des résultats lorsqu'il s'agira de protéger et de maîtriser le présent et l'avenir de l'humanité. Œuvrons tous ensemble pour que notre Programme 2030 donne des résultats.

Le Coprésident (M. Rasmussen) (*parle en anglais*) : Je remercie le Premier Ministre de la République populaire du Bangladesh de sa déclaration.

La Cheika Hasina, Premier Ministre de la République populaire du Bangladesh, est escortée de la tribune.

Le Coprésident (M. Rasmussen) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre et Ministre des finances, de l'énergie, de la sécurité nationale, de l'administration publique, de la gestion des catastrophes, de l'intérieur, de l'information et des réalisations de la Grenade.

M. Keith Mitchell, Premier Ministre et Ministre des finances, de l'énergie, de la sécurité nationale, de l'administration publique, de la gestion des catastrophes, de l'intérieur, de l'information et des réalisations de la Grenade, est escorté à la tribune.

M. Mitchell (Grenade) (*parle en anglais*) : Un vieux proverbe africain dit que « qui veut aller vite voyage seul, qui veut aller loin voyage en groupe ». À bien des égards, la voie que nous avons choisie en tant que civilisation mondiale depuis la révolution

industrielle est celle de la vitesse et de l'individualisme, comme le montre si bien Thomas Piketty dans son traité d'économie qui a obtenu de nombreux prix, *Le capital au XXI^e siècle*.

La voie que nous empruntons ne va pas très loin. Elle mène l'humanité dans son ensemble et les générations à naître tout droit vers un monde inhospitalier où, selon un rapport de la Banque mondiale, la température sera de 4 degrés Celsius au-dessus des niveaux préindustriels. Un monde où les inondations, les sécheresses et la famine feront rage, un monde de migrations massives et où les communautés se lèveront à coup sûr contre les communautés et les nations contre les nations. Pour reprendre ce qu'a dit S. S. le pape François ici même, dans cette salle, « Toute atteinte à l'environnement, par conséquent, est une atteinte à l'humanité » (A/70/PV.3, p.3). Ce monde d'inondations, de sécheresses, de famines et de migrations massives n'est pas à venir. Il est déjà là. L'année 2015 s'annonce déjà comme la plus chaude depuis qu'on a commencé à tenir des registres, en 1880. Nous avons créé l'Organisation des Nations Unies justement pour éviter ces grandes calamités. Nous l'avons créée pour qu'on puisse cheminer ensemble et aller très loin. En ce moment précis de l'histoire, tout l'avenir de notre planète et de la civilisation humaine se situe à la croisée des chemins. L'ONU trace une nouvelle et large voie au plus grand nombre, et non seulement à quelques-uns. C'est une voie qui mène vers un monde plus vert et plus propre, un monde plus juste. Un monde où nous pouvons faire du chemin ensemble et aller très loin ensemble. Comme le disait le regretté Yogi Berra, « Quand tu arrives à la croisée des chemins, emprunte là ».

Sur les trois îles qui forment notre État : la Grenade, Carriacou et la Petite Martinique, les citoyens grenadins se considèrent de plus en plus comme des gardiens de l'environnement. Au cours de l'histoire récente, la Grenade, qu'on ne considérait pas comme se trouvant sur la trajectoire des ouragans, en a essuyé successivement deux cette année, qui ont accablé nos populations et provoqué des dégâts estimés à 200 % de notre produit national brut.

Pour ce qui est de rendre notre économie plus verte, nous nous sommes efforcés de faire voter une nouvelle loi sur l'énergie électrique aux fins de parvenir à 100 % d'énergie renouvelable. Cela est conforme à l'Objectif de développement durable 7, sur l'énergie, et à l'Objectif 13, sur le climat. Les États-Unis ont choisi la Grenade comme pays-pilote pour la transformation

du secteur de l'énergie dans les Caraïbes, et nous leur savons gré de leur aide. Nous savons aussi gré de leur aide à la Chine, au Venezuela, à l'Allemagne, à la Nouvelle-Zélande et à d'autres pays alors que nous cherchons à relever nos défis énergétiques et à transformer cet important secteur. L'Objectif 17, sur les partenariats, est, par conséquent, profondément ancré dans notre approche, et en tant que petit État insulaire en développement, nous tenons aussi à louer l'Initiative de l'énergie durable des petits États insulaires en développement, partenariat international en matière d'énergie renouvelable dans les petits États insulaires en développement. Dans le cadre de notre « économie verte », nous avons aussi rendu le carbone plus coûteux au moyen d'une taxe sur le carburant, ce qui permet de renforcer notre marge de manœuvre budgétaire. Nous sommes aussi en train d'introduire une agriculture climatiquement rationnelle, conformément aux Objectifs de développement durable 13 et 15.

Dans leur ensemble, la Grenade et ses îles forment un territoire de 348 kilomètres carrés. Mais, au-delà, nous avons 26 000 kilomètres carrés d'espace océanique bleu. L'« économie bleue » de la Grenade est donc vitale et elle est illustrée par le tourisme côtier, qui est le principal moteur de notre économie.

C'est pourquoi nous nous sommes engagés à préserver 20 % au moins de nos ressources marines près des côtes. Et conformément à l'Objectif de développement durable 14, sur les océans, nous nous réjouissons de travailler avec le Gouvernement néerlandais, la Banque mondiale et d'autres sur le Réseau mondial pour la croissance bleue et la sécurité alimentaire (Global Network for Blue Growth and Food Security), ainsi qu'avec une stratégie d'investissement bleu de la Grenade (Blue Grenada investment strategy). En outre, en avril 2016, de concert avec ses partenaires, la Grenade organisera une conférence mondiale sur l'investissement dans la croissance bleue, conçue de façon à mettre le monde à l'heure de la santé et des richesses des océans. La conférence doit aider à mettre les États insulaires en position de faire état de résultats lorsqu'ils se réuniront aux Fidji en 2017 pour passer en revue les progrès accomplis dans la réalisation de l'Objectif de développement durable 14. La Grenade s'associe aussi à la Dominique et aux Îles Marshall pour promouvoir une nouvelle initiative, intitulée « Nous sommes les océans », qui commencera par l'éducation de notre jeunesse.

Ceci m'amène à mon dernier point, concernant l'Objectif de développement durable 4, sur l'éducation. L'éducation est fondamentale pour l'avenir de nos enfants et de toute la planète. Si je me trouve aujourd'hui ici dans cette salle, c'est parce que je suis l'un de ceux qui ont eu la chance de recevoir une éducation. Mais trop peu nombreux sont les jeunes, chez nous ou à l'étranger, qui ont accès à une éducation de qualité. C'est pourquoi mon gouvernement consacre la plus importante part de son budget à l'éducation. Le budget de l'éducation représente d'ores et déjà 20% du produit intérieur brut de la Grenade. L'université de Saint-Georges, à la Grenade, où étudient de plus en plus de Grenadiens, produit également 1% des médecins qui exercent aux États-Unis.

Enfin, dans le cadre de mes obligations en qualité de responsable des sciences et technologies de la Communauté des Caraïbes, je tiens à me féliciter de l'appel lancé aux États caribéens par le Président Obama pour qu'ils envoient des représentants à la rencontre de l'Administration américaine et de l'industrie américaine des technologies de l'information et de la communication dans la Silicon Valley. Non seulement de tels efforts révèlent un véritable esprit de partenariat mais montrent également la voie à suivre pour une meilleure éducation, plus d'innovation et des emplois plus nombreux, tandis que nous nous efforçons de réduire la pauvreté et les inégalités mondiales, conformément aux objectifs de développement durable relatifs à la pauvreté, à l'égalité des sexes, à l'emploi, à l'industrie et à l'innovation.

Pour terminer, je tiens à saluer les efforts que déploie le Secrétaire général à la tête de l'ONU à l'heure où nous venons de choisir une nouvelle voie pour un monde plus durable. Grâce à son leadership constant à l'approche de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui aura lieu à Paris, et même au-delà, nous sommes convaincus d'avoir fait le bon choix en tant que communauté mondiale. Il peut être assuré du plein appui de la Grenade alors que nous nous lançons dans cette nouvelle voie pour nos peuples, pour notre planète, pour la paix et pour la prospérité – voie sur laquelle nous nous embarquons ensemble et qui nous mènera loin.

Le Coprésident (M. Rasmussen) (*parle en anglais*) : Je remercie le Premier Ministre et Ministre des finances, de l'énergie, de la sécurité nationale, de l'administration publique, de la gestion des catastrophes,

de l'intérieur, de l'information et des réalisations de la Grenade de sa déclaration.

M. Keith Mitchell, Premier Ministre et Ministre des finances, de l'énergie, de la sécurité nationale, de l'administration publique, de la gestion des catastrophes, de l'intérieur, de l'information et des réalisations de la Grenade, est escorté de la tribune.

Le Coprésident (M. Rasmussen) (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la Malaisie.

Dato' Sri Mohd Najib bin Tun Haji Abdul Razak, Premier Ministre de la Malaisie, est escorté à la tribune.

Dato' Razak (Malaisie) (*parle en anglais*) : Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) adoptés en 2000 fixaient des objectifs à atteindre avant la fin 2015, et les 15 dernières années ont vu nombre de réalisations importantes. Le monde est devenu beaucoup plus ouvert. L'accès à l'éducation, à la santé, aux technologies de l'information et de la communication et à l'emploi s'est considérablement élargi. Les OMD ont également rapproché les gouvernements, la communauté internationale, la société civile et le secteur privé, puisque tous avaient un ensemble d'objectifs commun en ligne de mire. Ils ont permis de mobiliser l'engagement politique nécessaire, de tirer parti des ressources disponibles et d'inciter à l'action – et les résultats obtenus sont la preuve de ce qui peut être accompli lorsque nous acceptons notre humanité commune et faisons passer notre prochain avant tout.

Dans le même temps, les progrès n'ont pas été homogènes. Des millions de personnes continuent de souffrir, en particulier les plus pauvres et les plus désavantagées, en raison de leur sexe, de leur âge, de leur handicap, de leur origine ethnique ou même de leur emplacement géographique. Des efforts ciblés seront nécessaires pour parvenir jusqu'aux plus vulnérables. Aujourd'hui encore, près de 800 millions de personnes vivent dans la pauvreté et souffrent de la faim. Nous avons peut-être réussi à diminuer de moitié le taux de pauvreté extrême, mais le monde est encore loin d'avoir atteint l'objectif global d'élimination de la pauvreté et de la faim. Il doit donc rester au cœur du programme de développement pour l'après-2015 et il est impératif que personne ne soit laissé pour compte.

La Malaisie est attachée sans réserve à la réalisation du programme de développement pour l'après-2015, des objectifs de développement durable et de notre aspiration à transformer le monde d'ici à 2030. L'ouverture et le développement durable sont depuis longtemps au cœur de notre propre transformation – de pays en développement nous sommes en passe de rejoindre la catégorie des pays à revenu élevé d'ici à 2020.

Entre 1970 et 2014, l'incidence de la pauvreté en Malaisie a été réduite de 49,3 % à 0,6 %; quant à la pauvreté extrême, elle a été totalement éliminée. Le revenu mensuel médian des ménages a été multiplié par plus de 20, passant de 77 dollars en 1970 à 1 781 dollars en 2014. La Malaisie s'apprête à lancer son prochain plan quinquennal de développement, le onzième Plan malaisien pour la période 2016-2020. À de nombreux égards, ce plan reflète la nature multidimensionnelle des objectifs de développement durable et son élaboration a placé l'humain au cœur de tous les efforts de développement.

M. González Franco (Paraguay), Vice-Président, assume la présidence.

Ce que nous appelons « économie humaine » se verra accorder la priorité, renforçant ainsi l'engagement de mon gouvernement à faire profiter nos concitoyens d'un développement accru en enrichissant leurs vies, en leur procurant de la dignité et en améliorant leurs chances de profiter de la croissance et des fruits de la prospérité. Pour la première fois dans l'histoire de la Malaisie, les objectifs de croissance nationale vont inclure non seulement la hausse du produit intérieur brut et du revenu par habitant, mais également celle du revenu des ménages et de l'indice du bien-être malaisien. Nous sommes attachés à garantir des chances équitables à tous, et en particulier aux 40 % des ménages les plus pauvres. Cela passera par des initiatives privilégiant un appui axé sur les résultats et des systèmes indexés sur la productivité, ainsi que par des formations aux compétences entrepreneuriales, et par l'adoption de la technologie, la propriété des actifs et des investissements visant améliorer la connectivité et les équipements de base. Nous voulons doubler le revenu moyen des 40 % de ménages les plus pauvres, de 700 dollars en 2014 à 1 500 dollars d'ici à 2020, les hissant ainsi dans la classe moyenne.

Nous allons également augmenter de 53 % à 59 % le taux de participation des femmes à la population active d'ici à 2020, et transformer les zones rurales en

améliorant la connectivité et la mobilité et en les aidant à devenir des environnements toujours plus propices aux affaires. Nous œuvrons à instaurer l'égalité d'accès à des soins de santé de qualité et à des logements abordables et allons construire des cliniques, des hôpitaux et des logements abordables en plus grand nombre au cours des années qui viennent.

Nous sommes déterminés à être les gardiens de notre environnement, en préservant nos ressources naturelles et nos magnifiques paysages pour les générations futures. La croissance verte n'est plus une option réservée aux idéalistes, mais une nécessité pratique pour nous comme pour les autres gouvernements du monde entier, et ce, parce que nous avons conscience que le capital humain est la plus importante ressource pour le développement, en Malaisie comme pour toutes nos nations réunies. Sur cette note, je voudrais réaffirmer l'attachement de la Malaisie à appuyer et mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Non seulement un avenir meilleur est à notre portée, mais nous avons le devoir de nous battre pour qu'il devienne une réalité. J'exhorte tous les membres ici présents à nous rejoindre dans cette entreprise noble et nécessaire.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) :
Je remercie le Premier Ministre de la Malaisie de sa déclaration.

Dato' Sri Mohd Najib bin Tun Haji Abdul Razak, Premier Ministre de la Malaisie, est escorté de la tribune.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) :
L'Assemblée va maintenant entendre une déclaration du Président du Conseil des Ministres de la République italienne.

M. Matteo Renzi, Président du Conseil des Ministres de la République italienne, est escorté à la tribune.

M. Renzi (Italie) (*parle en anglais*) : L'heure est venue de faire disparaître la pauvreté et la faim et de garantir la sécurité de l'écosystème dans lequel vivront les générations futures. Je voudrais tout d'abord saluer l'action du Secrétaire général et des dirigeants de l'Organisation qui nous ont permis d'aller de l'avant sur le nouveau programme de développement durable, ce qui est déjà en soi un accomplissement. Nous avons élaboré un programme commun, assorti d'objectifs universels applicables partout, quels que soient les niveaux de développement – un programme qui encouragera la

viabilité effective du développement et va révolutionner notre façon d'agir dans les années à venir. Il représente à la fois une chance et une responsabilité.

Ce dont nous avons besoin maintenant, c'est d'une actions mondiale. Chaque pays est capable de relever avec succès cet important défi. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1) envisage un nouveau partenariat véritablement mondial, non seulement entre les gouvernements, mais aussi entre les parlements, les organisations non gouvernementales, les entreprises et les citoyens : chacun a un rôle à jouer. Cette donne mondiale indubitablement nouvelle, qui repose sur les cinq axes que sont l'humanité, la prospérité, le partenariat, la planète et la paix, constitue l'oeuvre que nous léguerons à la prochaine génération. L'Italie est prête à faire d'importantes avancées dans cette direction.

Bien que l'Italie soit le premier fournisseur de contingents aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, nous savons que nous avons besoin de plus que du simple maintien de la paix. Au-delà du maintien de la paix, il nous faut investir davantage, par exemple, dans les initiatives en faveur de l'éducation. Le nouveau cadre de développement durable englobe la paix et la sécurité, l'état de droit, la défense des droits de l'homme, ainsi qu'une gouvernance et des institutions efficaces et démocratiques.

Je me vois dans l'obligation de saisir l'occasion offerte par ce sommet extraordinaire pour parler de la tragédie qui se déroule depuis trop longtemps en Méditerranée. Des rivages qui étaient autrefois le berceau de la civilisation sont devenus le théâtre où se joue au quotidien une lutte inique, dans d'incroyables souffrances et avec des pertes humaines inacceptables. L'afflux d'innombrables désespérés tentant d'atteindre l'Europe pour réaliser simplement leur aspiration à une vie décente est sans précédent. C'est le résultat de la pauvreté et, pire encore, du manque de développement et de l'extrémisme.

Trop de personnes ont péri. Beaucoup d'autres ont été sauvées en mer, et je suis fier de mon peuple pour les efforts qu'il a faits afin de sauver un si grand nombre de personnes. Mais ces personnes sans pays, qui, comme l'a dit le pape François, « se sont échappées » de pays d'Afrique et d'ailleurs dans le monde, ont besoin d'une réponse très claire aujourd'hui. L'Italie est consciente de sa propre responsabilité morale et de celle de tous les pays de l'Union européenne. Nous espérons que nous réussirons à réaliser l'objectif si important qu'est la mise

en place d'un système européen commun d'asile. C'est la seule solution – pas la construction de murs, mais la mise en place d'un système européen commun d'asile.

Cela dit, nous avons devant nous une nouvelle stratégie. Notre nouveau Programme est un très bon point de départ. Nous souscrivons au Programme 2030 dans tous les secteurs, par l'intermédiaire de notre Loi verte nationale et par le biais d'initiatives dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment en ce qui concerne les exportations. L'exposition alimentaire internationale de Milan est un cadre que l'Italie offre au monde pour la tenue d'un débat mondial sur la nutrition. La très grande majorité des pays représentés dans cette salle y participent, et nous en sommes fiers. Je voudrais rappeler le message de Milan, « Nourrir la planète, énergie pour la vie », devise visionnaire choisie il y a plus de huit ans, qui touche directement à notre débat d'aujourd'hui.

Dans le même temps, nous sommes prêts à œuvrer dans la bonne direction dans tous les domaines. J'ai personnellement participé à la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, à Addis-Abeba. Je pense qu'il est crucial que l'Italie, lorsqu'elle assumera la présidence du Groupe des Sept en 2017, montre la voie en étant l'un des principaux bailleurs de fonds internationaux. L'Italie est parfaitement bien placée pour favoriser le dialogue entre l'Europe et l'Afrique. Sur le plan géographique, elle sert de pont. Elle doit devenir un pont culturel également. Nous devons, par ailleurs, effectuer d'importants investissements dans la sécurité énergétique, dans les petites et moyennes entreprises, dans le microcrédit et dans les programmes publics en faveur du développement.

Avant de terminer, je voudrais avoir une pensée pour les personnes qui souffrent aujourd'hui, pour les pays qui paient le plus lourd tribut, en particulier les petits États insulaires en développement et les pays d'Afrique. Cela dit, je pense que le Programme 2030 envoie un message d'espoir. Ce nouveau programme, qui appelle à un nouvel effort collectif, offre bel et bien un nouvel espoir aux générations futures.

Je voudrais conclure sur une note personnelle. L'aide internationale, la coopération, est la raison pour laquelle je suis devenu un homme politique. Quand, jeune homme, je suis entré dans la politique il y a 20 ans en tant que volontaire, j'étais déjà passionné par l'effet de l'aide au développement sur les gens ordinaires. Je me suis rendu compte que je voulais me porter candidat pour

changer les choses. La politique, c'est ça : la possibilité de changer les choses, non seulement au niveau de l'État, mais également hors de ce cadre, quand on est monsieur tout le monde. Vingt ans plus tard, en tant que Premier Ministre de mon pays, je suis particulièrement honoré de pouvoir dire devant l'Assemblée générale que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ne constitue pas seulement une occasion pour la communauté internationale de se donner un cap; c'est aussi la meilleure chance que nous ayons jamais eue d'œuvrer en faveur d'un avenir plus juste et de donner de l'espoir aux gens ordinaires.

Le Président par intérim (parle en espagnol) : Je remercie le Président du Conseil des Ministres de la République italienne de sa déclaration.

M. Matteo Renzi, Président du Conseil des Ministres de la République italienne, est escorté de la tribune.

Le Président par intérim (parle en espagnol) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Chef du Gouvernement de la République tunisienne.

M. Habib Essid, Chef du Gouvernement de la République tunisienne, est escorté à la tribune.

M. Essid (Tunisie) (parle en arabe) : Je voudrais tout d'abord remercier et féliciter M. Ban Ki-moon, ainsi que tous ceux qui ont contribué au succès des négociations sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1). Je tiens à leur exprimer mon estime pour les efforts qu'ils ont déployés dans ce domaine.

Je ne suis pas peu fier de participer aujourd'hui à ce sommet extraordinaire, convoqué par l'Organisation des Nations Unies pour consacrer la reconnaissance par la communauté internationale de l'importance que revêt le développement et des liens qui existent entre cette problématique et les aspirations de tous les êtres humains au bonheur, à une vie digne, au bien-être, à la sécurité et à un développement équilibré, sans discrimination aucune. Ce sont là des droits qui s'appliquent à tous les pays.

En collaboration avec la société civile, la Tunisie a adopté une politique de développement intégrée, tant globale que sectorielle, fondée sur la complémentarité entre les facteurs démographiques et environnementaux, d'une part, et les facteurs de développement d'autre part. Le fait que la Tunisie a réalisé la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) témoigne

du sérieux avec lequel notre pays s'emploie, de concert avec d'autres pays autour du globe, à relever les défis du développement dans le monde. Toutefois, notre succès n'est qu'un succès relatif, puisque nous avons essuyé des échecs, telles les inégalités de développement entre régions et la persistance d'un taux de chômage élevé, qui a eu une incidence négative sur le développement économique.

En dépit de l'ampleur de ces défis, la Tunisie postrévolutionnaire a adopté quelques réformes radicales. Elle a ainsi réussi à consolider les principes de la République, en particulier les valeurs fondamentales de la démocratie et des droits de l'homme, qui sont désormais consacrées dans la Constitution de notre deuxième République. Nous œuvrons également à une conception collective de la réforme, fondée sur une vision nationale mise au point dans le cadre d'un plan de développement quinquennal, qui met l'accent sur un maximum de justice sociale et sur l'application de mesures de discrimination positive en faveur de ceux qui ont souffert de la discrimination et d'une marginalisation dans le passé.

La Tunisie a pris une part active aux travaux préalables à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015. À cet égard, en tant que membre du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable, elle a activement contribué aux délibérations de ce Groupe. Elle a également participé de manière constructive aux négociations gouvernementales visant à définir les objectifs de développement durable. La Tunisie a également pris des initiatives au niveau national. Elle a notamment organisé plusieurs réunions consultatives au niveau national et régional, ainsi que des sondages d'opinion en coopération avec des institutions spécialisées des Nations Unies sous le thème « La Tunisie que nous voulons ». Plus de 10 000 Tunisiens et Tunisiennes ont ainsi pu faire part de leurs préoccupations et de leurs aspirations concernant les changements en matière de développement au niveau national.

Même si, dans le cadre de la préparation du présent Sommet, la Tunisie a exprimé ses positions sur les questions faisant l'objet de négociations, nous réaffirmons que pour s'attaquer aux fléaux dont souffrent de nombreuses sociétés, notamment le terrorisme, l'insécurité et l'exacerbation des conflits confessionnels et ethniques, il faut commencer par s'employer sérieusement et conjointement à promouvoir

le développement, notamment dans les régions les moins avancées.

La réalisation des objectifs et cibles figurant dans le programme de développement pour l'après-2015 dépendra de l'importance que les composantes de la communauté internationale accorderont à sa concrétisation sur le terrain, l'objectif étant de pouvoir assurer le développement durable pour tous, sans exclusion ni marginalisation.

La Tunisie veillera à mettre en place des cadres et mécanismes visant spécifiquement à atteindre ces objectifs, avec la participation de tous les acteurs de ce processus - le Gouvernement, la société civile, les organisations internationales - dans un cadre transparent, crédible et sérieux.

Enfin, je tiens à remercier de nouveau toutes les composantes de la communauté internationale d'avoir répondu de manière positive aux aspirations de l'humanité tout entière au développement, à la prospérité et au progrès, et à saluer l'esprit de consensus qui a marqué l'élaboration du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Je remercie le Chef du Gouvernement de la République tunisienne de sa déclaration.

M. Habib Essid, Chef du Gouvernement de la République tunisienne, est escorté de la tribune.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Premier Ministre de la République hellénique.

M. Alexis Tsipras, Premier Ministre de la République hellénique, est escorté à la tribune.

M. Tsipras (Grèce) (*parle en anglais*) : Il est très important que notre programme de développement pour l'après-2015 s'attaque aux défis interdépendants que sont l'élimination de la pauvreté et la réalisation d'un développement durable par l'introduction d'un ensemble clair de nouveaux objectifs de développement durable qui exigent de trouver un équilibre entre les dimensions économique, sociale et environnementale du développement. Des questions continuent néanmoins de se poser. Comment pouvons-nous faire en sorte que, durant les 15 années à venir, de ne pas commettre les mêmes erreurs des 15 dernières années ou des 15 années qui les ont précédées? Comment se fait-il que depuis plus de 30 ans, les problèmes liés à la sécurité et aux domaines économique, social et environnemental

auxquels nous devons faire face aux niveaux mondial et régional restent les mêmes ou s'aggravent?

Notre expérience, en Grèce, pourrait être instructive. La Grèce se trouve au cœur de trois crises qui se recoupent : une crise économique de la zone euro qui est le résultat de choix politiques néolibéraux ayant entraîné une baisse de 25 % du produit intérieur brut de notre pays au cours des cinq dernières années; une crise en matière de sécurité, en raison de l'instabilité croissante autour de la Grèce, en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et en mer Noire; et une crise des réfugiés qui a entraîné une migration de masse, des centaines de milliers de personnes aspirant à une vie meilleure en Europe.

Pour faire face à de tels obstacles, nous devons fixer et poursuivre des objectifs tels ceux que nous examinons aujourd'hui, mais notre expérience en Grèce montre que cela ne suffira pas. Aucun des problèmes auxquels doivent faire face la Grèce, l'Europe dans son ensemble, ou même le monde ne peuvent être réglés si nous nous contentons de définir des objectifs en conservant le cadre de fonctionnement actuel sans le modifier ni le remettre en question. Nous ne pouvons parler sérieusement d'aide aux pays en développement ou de prêts accordés par des pays développés si nous ne nous attaquons pas à la question de la dette en tant que problème international au cœur du système financier mondial. Dans toutes les instances compétentes, y compris ici, nous devons envisager de quelle façon la restructuration et le réaménagement de la dette publique peuvent être associés au développement.

L'histoire montre que la restructuration de la dette est nécessaire au relèvement, même pour des pays développés, comme ce fut le cas de l'Allemagne en 1953. Nous ne pouvons pas parler d'élimination de la pauvreté ou du chômage à moins d'envisager des moyens d'édifier et d'améliorer les États-providence au lieu de les détruire. Nous devons nous éloigner de l'idée néolibérale selon laquelle les marchés sont le seul moyen d'affecter des ressources à l'économie. Nous ne pouvons pas non plus parler de solide assiette fiscale nationale quand le système financier mondial appuie et encourage des paradis fiscaux et la création de sociétés off-shore. De la même manière, nous ne pouvons pas parler d'un système fiscal solide à moins que des gouvernements démocratiquement élus conservent le droit de décider sur qui ils décident de faire peser la charge fiscale.

Un programme de développement sérieux ne peut s'implanter que dans un environnement économique,

financier et politique propice au développement. La Grèce, en tant que pilier de la stabilité dans notre région, ne cessera de promouvoir et appuyer tous les efforts visant un tel système économique et financier européen et mondial, un système qui assurera la bonne mise en œuvre de notre Programme de développement durable à l'horizon 2030 au cours des 15 prochaines années, plutôt que de l'étouffer comme cela a été le cas ces 30 dernières années. Bien entendu, ce ne sera pas facile. Comme l'a dit le grand économiste John Maynard Keynes : « La difficulté n'est pas tant de comprendre les idées nouvelles que d'échapper aux idées anciennes ».

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Je remercie le Premier Ministre de la République hellénique de sa déclaration.

M. Alexis Tsipras, Premier Ministre de la République hellénique, est escorté de la tribune.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du premier Vice-Président de l'Union européenne.

M. Timmermans (Union européenne) (*parle en anglais*) : Il est stupéfiant de constater tout ce qui s'est passé depuis la tenue du Sommet du Millénaire. Nous connaissons tous les chiffres, mais si l'on pense aux personnes que ceux-ci représentent, ils deviennent plus que de simples chiffres. Pensez-y : un quart de la population mondiale est né après ce Sommet. Aujourd'hui, ces individus sont âgés de 15 ans ou moins. Neuf sur 10 de ces enfants vont maintenant à l'école. Parmi ces enfants, les bébés ou les enfants en bas âge ont deux fois moins de risques de mourir qu'en 1990, et leurs mères ont deux fois moins de risques de mourir en couches. Quant aux filles, leurs chances d'avoir accès à de réelles perspectives – même si cela ne signifie en aucun cas qu'il y a égalité des chances – se sont beaucoup améliorées, à l'école, au travail et dans la vie. Bref, plusieurs millions d'individus sont nés dans un monde bien meilleur que la génération précédente.

Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont vraiment eu des effets réels, et ce qui est tout aussi important, c'est qu'ils nous ont aidés à nous unir contre l'indifférence. L'Union européenne a contribué à promouvoir ce programme, car nous sommes convaincus que c'est là la raison d'être de l'ONU : garantir le progrès social et un avenir plus juste. Nous sommes maintenant prêts pour le chapitre suivant. Les OMD nous ont montré que l'absence de développement dans certains pays constitue une menace pour nous tous,

mais il en est de même s'agissant d'un développement non durable à l'échelle mondiale. Tel est le défi que nous nous engageons à relever ensemble aujourd'hui.

Pour cette raison, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1) est encore plus universel que le programme précédent. Les objectifs de développement durable ne concernent pas seulement certains pays, mais tous les pays – riches ou pauvres. Oui, la liste est longue, mais ces objectifs ont un caractère global car ils reflètent la réalité du monde d'aujourd'hui ainsi que l'ampleur, la complexité et l'interdépendance des problèmes de notre époque.

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, nous sommes véritablement conscients des limites de la planète. Les inégalités s'aggravent et la cohésion sociale est menacée. La concurrence mondiale pour les ressources a atteint des niveaux sans précédent. Les modèles qui ont fonctionné pour tant d'entre nous par le passé ne fonctionneront pas pour nous tous à l'avenir. Nous devons redéfinir nos sociétés et nos relations avec la nature. Bien sûr, cela peut paraître intimidant, mais la peur peut être un moteur puissant. Nous devons faire preuve d'un esprit d'innovation parce qu'en fin de compte, il s'agit de repenser tout ce que nous faisons. Cela s'applique à nous tous – individus, entreprises, gouvernements et organisations internationales.

Dans des pays comme les nôtres, rien ne justifie de ne pas atteindre notre cible de 0,7 % concernant l'aide publique au développement. C'est plus urgent que jamais. Mais cette fois-ci, dans le contexte des objectifs de développement durable, il ne s'agit pas tout simplement de payer la facture. Les pays qui ont la chance d'avoir des économies développées ou émergentes se sont engagés à jouer un nouveau rôle. Il ne s'agit plus seulement d'aide au développement. Il s'agit également de procéder à des changements au niveau national.

Mon message principal, le message de l'Europe, à tous ces pays est le suivant : c'est également notre tour de sortir des sentiers battus. Il s'agit de questions très concrètes : comment redresser nos économies pour les rendre circulaires, en abandonnant notre modèle de croissance fondé sur la notion de prendre-fabriquer-consommer-et-jeter –; comment réparer le tissu de nos sociétés et comment intégrer les nouveaux arrivants, surtout quand il s'agit de réfugiés fuyant la guerre et la persécution. Il s'agit d'air pur, et d'eau et d'océans propres. Il s'agit de villes plus résilientes, de villes saines, ouvertes à tous et sûres. Il s'agit de lutter contre le gaspillage alimentaire. On jette un tiers

de la nourriture dans le monde, ce qui est absolument choquant. Il s'agit de nos efforts collectifs pour que la température mondiale moyenne n'augmente pas de plus de 2° Celsius.

Il ne s'agit pas d'objectifs irréalistes. L'innovation jouera en notre faveur pour trouver des solutions, si nous avons la volonté d'agir. En Europe, nous sommes déterminés à unir nos efforts et nous souhaitons coopérer pleinement avec l'ONU en matière de partage d'expériences, de renforcement des capacités et d'évaluation des progrès. Nous voulons le faire ensemble. Les objectifs de développement durable vont déterminer notre politique de développement et influencer nos politiques à l'échelle nationale et internationale. En fin de compte, il s'agit de gouvernance et d'inclusion. Les sociétés n'accepteront la transformation que si les populations ont le sentiment que leurs voix ont été entendues. Il s'agit également de mettre un terme au cloisonnement. Le développement durable n'est pas seulement un défi économique, social ou environnemental; ces trois aspects sont tous concernés. Nos efforts concernant chaque aspect doivent les renforcer tous, plutôt que de les compromettre.

Ce Programme vise à éliminer la pauvreté et à placer le développement durable au centre de toutes nos activités. Ce n'est pas seulement ce que la morale impose, mais également un choix judicieux : pour notre économie, pour notre environnement, pour notre société et pour nos enfants et petits-enfants. Nous avons un monde à transformer. Ce Programme commun nous montre comment nous y prendre.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de l'Ukraine.

M. Petro Poroshenko, Président de l'Ukraine, est escorté à la tribune.

Le Président Poroshenko (*parle en anglais*) : Au nom de l'Ukraine, je voudrais exprimer mon plein appui au nouveau Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1).

Je rappelle qu'en 1992, l'Ukraine a participé à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement à Rio de Janeiro, où elle a exprimé sa volonté de construire son avenir sur la base des principes du développement durable. Pendant les 23 années qui se sont écoulées depuis lors, nous avons accumulé une vaste expérience positive et dans le même temps, nous avons goûté à l'amertume de la défaite tandis que des

partisans de la guerre et du terrorisme ont continué de s'opposer farouchement au progrès dans de nombreuses régions du monde.

Les ambitieux objectifs et cibles de développement durable, que nous avons adoptés au présent Sommet historique, ouvrent de nouveaux horizons à l'humanité et jettent les bases du développement durable de notre planète pour les 15 prochaines années. Nous saluons la transparence et le caractère non exclusif du processus préparatoire, qui a permis de mettre en place le cadre de développement pour l'après-2015. Plus de 25 000 Ukrainiens ont participé aux consultations mondiales et ont présenté leur vision des objectifs de développement durable. Grâce aux efforts importants qu'ils ont consentis pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), adoptés il y a 15 ans, nos pays ont considérablement amélioré la vie de millions de personnes dans le monde.

S'agissant de l'Ukraine, je voudrais souligner que nous avons réussi à réduire de trois fois notre taux de pauvreté – toutefois, nous pensons que ce taux de réduction va baisser suite à l'agression russe. Nous avons réussi à améliorer notre système de santé maternelle; à réduire la mortalité infantile de près de moitié; à réduire les taux d'incidence du VIH/sida; et à faire des progrès dans la lutte contre la tuberculose. Nous allons poursuivre nos efforts pour honorer nos engagements dans le cadre des OMD s'agissant d'améliorer la qualité de l'éducation, de promouvoir l'égalité des sexes et de préserver l'environnement. Je suis convaincu que nous devons profiter de l'élan imprimé par les OMD pour faire des progrès supplémentaires dans les domaines prioritaires définis dans le programme de développement pour l'après-2015.

Il ne saurait y avoir de développement durable sans paix ni liberté. L'expérience amère de l'Ukraine prouve que la paix et la liberté sont des conditions préalables essentielles à la réalisation des objectifs de développement durable. L'on ne peut pas atteindre le développement durable là où retentissent des explosions et où des populations pacifiques sont tuées. L'on ne peut pas atteindre le développement durable là où règnent des idéologies agressives prônant la suppression de certaines nations par d'autres nations et où les principaux droits de l'homme et libertés sont violés.

Le renforcement de la paix universelle et la promotion d'une liberté plus grande doivent devenir une force permettant de mobiliser et d'unir nos efforts collectifs pour atteindre les objectifs de développement

durable. Aujourd'hui, l'Ukraine doit mettre en œuvre une réforme systémique absolument nécessaire tout en faisant front face à l'agresseur russe, qui tente de compromettre le développement européen démocratique qu'a choisi le peuple ukrainien.

En conséquence de l'annexion perfide de la Crimée ukrainienne par la Russie et de son agression contre la région du Donbass, des milliers de personnes ont été tuées, des infrastructures vitales ont été détruites et l'Ukraine a perdu environ un cinquième de son potentiel économique. L'intervention militaire de la Russie contre l'Ukraine a également aggravé les menaces environnementales et épidémiologiques, ainsi que le risque d'exclusion sociale. Les sites chimiques situés dans la zone de conflit, dans l'est de l'Ukraine, et dans les territoires adjacents représentent un danger particulier. La menace de catastrophes technologiques provoquées par l'homme est grande. Dans ce contexte, l'Ukraine estime qu'il est plus que temps que l'ONU se penche sur la question de la protection de l'environnement en période de conflit, et elle présentera une proposition spécifique en ce sens.

L'agression extérieure a fait naître une nouvelle forme de pauvreté – une pauvreté soudaine et inattendue – qui touche environ 1,5 million de personnes déplacées. La guerre dans le Donbass nous coûte près de 5 millions de dollars par jour, alors que nous aurions pu investir cet argent dans le développement durable. La crise qui touche environ 1,5 million de personnes déplacées constitue le problème principal, non seulement pour l'Ukraine, mais pour la région tout entière.

L'Ukraine aspire à la paix et à la prospérité et, en collaboration avec les États partenaires, elle déploie tous les efforts possibles pour régler le conflit par des moyens diplomatiques pacifiques. Une fois qu'il aura été mis fin à l'agression militaire, que la paix et la pleine souveraineté de l'Ukraine dans la région du Donbass et en Crimée auront été rétablies, il sera essentiel de faire en sorte que des millions de personnes puissent retrouver une vie normale et de remettre en état les infrastructures socioéconomiques dans une optique de développement durable. L'Ukraine est disposée à entreprendre cette tâche difficile et appelle tous ses partenaires internationaux à coopérer à cette fin.

L'Ukraine est fermement engagée dans la voie de la réforme décrite dans sa Stratégie de développement durable pour 2020. En dépit des problèmes existants, la nécessité d'accomplir nos tâches stratégiques se traduit par l'adoption de mesures concrètes. Dans le contexte

de la mise en œuvre de son accord d'association avec l'Union européenne et de la lutte contre l'agression russe en cours, la société ukrainienne met aujourd'hui l'accent sur la lutte contre la corruption; l'égalité des chances et la justice sociale; le maintien d'un système de santé publique efficace; la promotion d'emplois décents; une éducation abordable pour tous; la promotion des innovations, du développement et de la mise en place d'infrastructures durables; un approvisionnement énergétique durable; la sécurité alimentaire et la santé de l'environnement.

Je tiens à assurer les délégations présentes que pour réaliser les objectifs de développement durable au niveau national, l'Ukraine mettra en œuvre de nouveaux programmes et projets visant à garantir la stabilité macroéconomique, l'équilibre environnemental et la cohésion sociale. Les objectifs de développement durable constitueront un cadre général en vue de poursuivre la transformation de l'Ukraine, notamment dans le contexte de la mise en œuvre de la Stratégie 2020.

En tant que membre responsable de la communauté internationale, l'Ukraine entend jouer un rôle actif dans la lutte contre les problèmes mondiaux actuels, dont le règlement est une condition préalable à la réalisation des objectifs de développement durable. S'agissant en particulier de la dimension environnementale, nous devons déployer des efforts vigoureux pour éliminer les menaces que posent les changements climatiques et la dégradation de l'environnement. L'adoption d'un accord de compromis équilibré sur le climat serait de bon augure pour les efforts collectifs que nous déployons à cette fin. La mise en œuvre de nouveaux modèles plus vastes de coopération technique et scientifique entre les États Membres de l'ONU, notamment grâce à la création d'un mécanisme universel de transfert de technologies, est primordiale pour combler les nombreux écarts en matière de développement durable.

Je suis convaincu qu'en déployant des efforts concertés, en mettant en œuvre les objectifs de développement pour l'après-2015 et en luttant conjointement contre les problèmes existants, nous permettrons à l'humanité d'avancer dans la voie du progrès.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) :
Je remercie le Président de l'Ukraine de sa déclaration.

M. Petro Poroshenko, Président de l'Ukraine, est escorté de la tribune.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie.

M. Lavrov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : La promotion du progrès socioéconomique et de la prospérité pour tous les pays et tous les peuples est au cœur de la mission de l'Organisation. La création d'un partenariat mondial pour le développement est l'une des plus grandes réussites de l'ONU, dont nous pouvons tous être fiers.

Il y a 15 ans, c'est l'ONU qui a permis à la communauté internationale de s'unir pour adopter les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Les efforts communs des États Membres, des organisations non gouvernementales internationales, des entreprises et du monde universitaire ont permis d'accomplir des progrès considérables en matière d'accès aux soins de santé et à l'éducation, de lutte contre la pauvreté et la faim, de réduction de la mortalité maternelle et infantile, au bénéfice de millions de personnes dans le monde.

Cette réussite impressionnante – la réalisation des OMD – ne saurait évidemment nous inciter à la complaisance. Les défis mondiaux pressants, notamment l'élimination de l'extrême pauvreté, la lutte contre les inégalités, la promotion de la sécurité alimentaire et de modes de vie sains, ainsi que la transition vers des modes de production et de consommation durables, vont tous nécessiter de mobiliser des ressources financières, industrielles et techniques supplémentaires, le tout dans un climat de coopération constructive, d'entraide et d'entente mutuelle. De nombreux États ne sont toujours pas en mesure de surmonter seuls leurs difficultés en matière de développement, qui s'accompagnent souvent d'instabilité politique, de discrimination et d'autres problèmes et requièrent la fourniture d'une aide internationale à grande échelle.

Le document final de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui s'est tenue en juillet à Addis-Abeba, constitue un bon point de départ en vue de l'instauration d'une telle coopération. La Russie se félicite de l'adoption du nouveau Programme de développement durable à l'horizon 2030. Nous sommes disposés à appuyer activement sa mise en œuvre à tous les niveaux. Guidé par le principe de solidarité, mon pays continuera de contribuer de manière importante au renforcement des capacités économiques, intellectuelles, informatiques, scientifiques et techniques des pays partenaires.

Nous continuerons de faciliter l'accès effectif aux possibilités offertes par les marchés mondiaux de biens et services, ainsi que par la diversification des relations économiques, et ce en participant activement aux processus d'intégration. Nous exploiterons bien entendu le potentiel des femmes et des jeunes en vue de créer un environnement favorable aux enfants. La Russie entend tirer parti des progrès réalisés dans les domaines scientifique et technique, en particulier en ce qui concerne les technologies de l'information et des communications, qui jouent aujourd'hui un rôle essentiel dans l'accélération du développement mondial et les efforts pour combler les écarts entre pays développés et pays en développement.

L'aide au développement fournie par la Russie vise systématiquement à régler les problèmes les plus pressants des pays dans le besoin. Nous fournissons cette aide sans donner de leçons à nos partenaires sur la manière de vivre leur vie et sans tenter d'imposer des modèles ou des valeurs politiques. Notre objectif principal est d'éliminer la pauvreté. À l'évidence, un levier important à cet égard est l'allègement du fardeau de la dette. Dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ), mon pays a effacé plus de 20 milliards de dollars de la dette principale des pays africains, entre autres. La Russie contribue également à réduire le fardeau de la dette des pays les plus pauvres au-delà des PPTÉ, en ayant recours à l'échange de créances contre des programmes d'aide au développement.

Notre pays finance et met en œuvre des projets d'assistance dans les domaines de la santé, de l'énergie, de l'éducation, de la sécurité alimentaire et des infrastructures. Nous utilisons le potentiel des institutions de développement et des organismes humanitaires du système des Nations Unies, dont les programmes ne sont pas assujettis à des conditionnalités ou des partis pris politiques. En dépit des difficultés économiques actuelles, la Russie reste un partenaire responsable et fiable des pays en développement en matière de lutte contre les problèmes les plus pressants auxquels sont confrontés leurs citoyens, notamment la propagation du VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, la mortalité maternelle, des nourrissons et infantile et l'épidémie d'Ebola.

Notre budget consacré à l'aide au développement ne cesse d'augmenter. L'an dernier, il a augmenté de plus de 20 %. Nous avons versé plus de 127 millions de dollars par le seul intermédiaire du système des

Nations Unies, et la totalité de notre aide publique au développement, calculée selon la méthodologie de l'Organisation de coopération et de développement économiques, a dépassé les 875 millions de dollars. Nous continuerons d'accroître notre participation aux efforts multilatéraux en matière d'aide au développement. Ce faisant, nous fondons notre action sur l'idée que l'aide aux pays qui ont besoin de mettre en place des systèmes socioéconomiques viables constitue un investissement en faveur de la stabilité mondiale, préalable indispensable à l'édification d'un système international plus résilient et plus efficace et facteur de bien-être et de prospérité pour l'ensemble de l'humanité.

On parle souvent du caractère indissociable de la paix et de la sécurité internationales. Le nouveau programme socioéconomique doit également nous permettre de comprendre que les composantes du développement durable sont, elles aussi, indissociables. La communauté internationale a pour mission d'œuvrer de concert en vue de créer les conditions extérieures propices au progrès socioéconomique. Il importe particulièrement de garantir des conditions commerciales équitables et un meilleur accès aux technologies de pointe.

La Russie est favorable à la création d'un ordre économique mondial équitable et à l'amélioration de la réglementation en termes de développement mondial. Nous demandons que des mesures soient prises sur la base des normes universellement reconnues du droit international et dans l'esprit d'une prise de décisions collective. Nous entendons coopérer davantage avec nos partenaires selon des formats pertinents tels que le Groupe des Vingt ou le groupe BRICS – composé du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud – et sommes ouverts au dialogue dans le cadre d'autres structures informelles, tout en respectant bien entendu le rôle de coordination essentiel que joue l'ONU.

Nous appelons instamment à la réalisation d'efforts cohérents pour réformer les structures de gouvernance de certains organismes, notamment du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, afin de renforcer les positions des pays en développement. Il est, à nos yeux, essentiel que l'interaction de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social avec les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce devienne plus efficace pour que la gouvernance de nos systèmes monétaire, financier et commercial soit mieux harmonisée. Il nous semble que

les institutions spécialisées des Nations Unies doivent également jouer un rôle important dans ces processus.

La Russie reste fermement déterminée à renforcer la coopération régionale, y compris l'intégration au sein de l'Eurasie. La toute nouvelle Union économique eurasiennne contribue désormais de façon notable à créer les conditions propices à une croissance économique positive, durable et à long terme dans les pays qui en font partie. Au moment de son élaboration, l'idée a toujours été de l'harmoniser avec divers mécanismes d'intégration aussi bien à l'est qu'à l'ouest.

La pratique consistant à prendre des mesures de contrainte unilatérales qui enfreignent la Charte des Nations Unies va totalement à l'encontre de la réalisation des objectifs de développement durable. Ce genre de mesures illégitimes et restrictives, qui sapent également les principes de l'économie de marché dans les domaines du commerce, de la finance, des technologies et des investissements, doit donc cesser. Il en va de même de la nécessité de lever l'embargo contre Cuba et de mettre un terme aux autres sanctions imposées sans l'accord du Conseil de sécurité.

Nous considérons la recherche d'une solution au problème des changements climatiques comme un préalable essentiel à la réalisation du développement durable. Notre pays est leader mondial dans la réduction cumulée des émissions de gaz à effet de serre et compense l'augmentation des émissions enregistrées dans d'autres pays et régions du monde. Nous avons surpassé les engagements qui nous incombent en vertu du Protocole de Kyoto en réduisant nos émissions de 31 % par rapport à leurs niveaux de 1990. Ces 20 dernières années, les émissions russes dans le secteur énergétique ont diminué de 37 %, ce qui correspond à cinq ans d'émissions par l'ensemble des pays de l'Union européenne et à trois ans d'émissions par les États-Unis.

Dans le cadre des préparatifs de la prochaine Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Paris, nous avons déjà annoncé les paramètres de nos engagements potentiels. À cet égard, nous tenons à mettre l'accent sur le rôle joué par les forêts septentrionales de la Russie, qui absorbent environ 600 millions de tonnes de dioxyde de carbone par an. Nous ajouterons ce facteur à ceux qui seront pris en compte dans le cadre du nouvel accord.

Nous proposons d'envisager un renforcement de nos efforts conformément aux pratiques de

fonctionnement du Forum des Nations Unies sur les forêts. Dans le cadre de ce Forum, nous pourrions envisager la création d'une sorte de centre de l'ONU consacré à la planification, à la protection et à la restauration des forêts dans le but de contribuer au développement durable et de remédier aux changements climatiques. De manière générale, nous estimons qu'il est essentiel que les décisions prises lors de la prochaine session soient globales, juridiquement contraignantes et universelles. Les changements climatiques constituant l'un des problèmes les plus graves de notre époque, la qualité et l'efficacité de l'accord qui sera conclu constituent des priorités absolues.

Alors que l'on célèbre les 70 ans de l'ONU, celle-ci demeure la principale instance internationale permettant de définir des principes et des normes de base en matière de coopération environnementale, humanitaire et socioéconomique. Les associations multilatérales, y compris les alliances informelles, doivent aligner leurs efforts sur les accords fondamentaux conclus au sein de l'Organisation, dont le caractère est universel et la légitimité incontestable. Nous sommes disposés à contribuer globalement à améliorer l'efficacité de l'action de l'ONU. Je suis convaincu qu'ensemble, nous serons en mesure de mettre en œuvre avec efficacité et dans les temps notre nouveau programme de développement mondial.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de l'État du Qatar.

M. Al-Attiyah (Qatar) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Secrétaire général d'avoir convoqué ce sommet qui insuffle un élan au programme de développement pour l'après-2015.

Le monde a subi de profonds changements depuis le lancement, en 2005, des objectifs du Millénaire pour le développement. Bien que plusieurs de ces objectifs aient été réalisés, un grand nombre d'entre eux ne l'ont pas été. Aujourd'hui, la communauté internationale s'engage une fois encore à mettre en œuvre un nouveau programme de développement pour l'après-2015, en vue de garantir la sécurité, la stabilité, la prospérité et le développement durable de nos pays et de nos peuples, sur la base des enseignements tirés de l'expérience, de notre volonté de relever les défis actuels et potentiels, et de nos responsabilités communes mais différenciées.

Afin de garantir la bonne réalisation des objectifs de développement durable, la communauté

internationale doit s'attaquer et trouver des solutions aux obstacles qui entravent le développement durable – qu'ils soient politiques, structurels, ou liés à un manque de moyens – d'une manière pratique et réaliste qui tienne compte des besoins élémentaires des pays en développement, en particulier en les aidant dans les efforts qu'ils déploient pour réduire leur marginalisation de l'économie mondiale, et tirer profit des possibilités économiques et scientifiques actuellement disponibles.

Les politiques nationales doivent en outre tenir compte des aspects humanitaires et sociaux du développement, en accordant la priorité à l'élaboration de stratégies qui répondent aux besoins fondamentaux des populations et promeuvent la démocratie et les droits de l'homme, de même qu'en établissant des règles de transparence et en luttant contre la corruption pour parvenir à instaurer une bonne gouvernance. Le respect des principes de l'état de droit et de la responsabilité est essentiel à toute stratégie de développement, comme cela a été réaffirmé lors du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, qui s'est tenu à Doha en avril.

Le partenariat et la coopération internationale sont indispensables au développement durable. Ils doivent s'appuyer sur une collaboration efficace entre les pays, en impliquant notamment tous les secteurs, public et privé, et en garantissant la participation effective des organisations de la société civile et des autres groupes de la société.

Les pays développés doivent pouvoir fournir de l'aide au développement aux pays les moins avancés et en développement sans restriction ni politisation. Les pays donateurs doivent mettre tout en œuvre pour permettre aux pays bénéficiaires de l'aide de réaliser leur développement et de mettre en place des politiques propres à leur permettre de subvenir aux besoins élémentaires de leur population et de briser les cycles de la pauvreté et de la dépendance. Ils doivent en outre promouvoir des politiques favorables aux partenariats, aux investissements et à un véritable esprit de coopération.

Je voudrais noter ici qu'au cours des dernières années, le Qatar a apporté une aide au développement à de nombreux pays à travers le monde qui étaient confrontés à des problèmes économiques et humanitaires ainsi qu'à des catastrophes naturelles. En 2014, le montant de cette aide a atteint près de 5,9 milliards de rials qataris, ce qui représente 0,76 % du produit national brut de l'État du Qatar, outre l'assistance technique

apportée dans les domaines de l'éducation, de la santé et d'autres, conformément à la Déclaration du Millénaire (résolution 55/2).

À cet égard, et partant de l'intérêt avéré du Qatar à élever le niveau de l'éducation et à offrir à tous un accès à une éducation de qualité et à de nouvelles compétences, nous avons œuvré à partager cette expérience réussie par le biais de l'aide au développement et de la coopération internationale en vue de réduire le nombre d'enfants privés d'une éducation fondamentale partout dans le monde, en particulier ceux vivant dans les zones de conflit. Le nombre d'enfants qui ont bénéficié de l'initiative qatarie « Éduquer un enfant », lancée en 2012 conjointement avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, a atteint près de 6 millions, dont 600 000 enfants de la République sœur de Syrie.

La réalisation du développement durable aux niveaux national, régional et international requiert de la volonté politique, de la bonne foi et un authentique esprit de coopération entre nations. À cet égard, le Qatar s'est efforcé d'assumer ses responsabilités régionales et internationales s'agissant d'atteindre les objectifs de développement. En 2012, l'État du Qatar a organisé la huitième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et nous espérons que la communauté internationale parviendra, à la conférence de Paris, à conclure le nouvel accord en cours de négociation, et que cet accord reflètera la question des divergences en matière de responsabilité entre pays en développement et pays développés et renforcera les capacités d'adaptation des pays en développement aux changements climatiques.

Fort de la conviction que, sans sécurité alimentaire, on ne peut pas réaliser le développement durable, S. A. Sheikh Tamim bin Hamas Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, a lancé l'initiative de créer l'Alliance mondiale des zones arides pour lutter contre la désertification et la sécheresse partout dans le monde, initiative qui, nous l'espérons, ne manquera pas d'avoir un impact positif sur la réalisation du programme de développement pour l'après-2015.

Il faut rappeler qu'on ne peut réaliser le développement en l'absence de paix, de sécurité et de stabilité, ou dans un pays sous occupation. Je réaffirme à cet égard que l'État du Qatar n'épargnera aucun effort pour créer un climat propice à l'intensification de l'action menée aux niveaux régional et international

pour instaurer la paix et redynamiser le processus de paix dans tous les domaines.

Fermelement convaincu du rôle que doivent jouer l'ensemble des composantes de la société dans la réalisation du développement, l'État du Qatar accorde une attention particulière aux jeunes et met tout en œuvre pour renforcer leur rôle, encourager leurs initiatives et leurs donner les moyens dont ils ont besoin. C'est pourquoi, et afin de permettre aux jeunes de participer aux processus de prise de décisions et à l'élaboration des politiques d'intérêt international, l'État du Qatar a pris l'initiative d'organiser, avril 2015, à Doha, un forum des jeunes sur la prévention de la criminalité et la justice pénale.

Le Qatar a beaucoup avancé dans le processus de développement durable et nous nous réjouissons que le programme de développement pour l'après-2015 soit en phase avec notre Programme national 2015 dans ses dimensions économique, sociale et environnementale, qui comporte les principaux piliers du développement durable, à savoir la sécurité, la santé, l'éducation, la culture et le sport.

À cet égard, Le Qatar n'a eu de cesse d'investir dans le citoyen qatarien depuis les années 90 et a été pionnier dans l'élaboration de politiques visant à réaliser le développement durable des citoyens qatariens. En effet, nous avons mis au point une stratégie nationale globale de développement visant à transformer notre pays en un État capable de réaliser le développement durable et d'offrir de meilleures conditions de vie aux générations actuelles et futures.

C'est la raison pour laquelle l'État du Qatar accorde une très grande attention au rôle du sport comme moyen de promouvoir la cohésion et la solidarité nationales, d'inculquer les valeurs d'égalité et de tolérance et de dynamiser le processus de développement et de paix. En effet, le sport a un effet positif sur le développement durable dans ses dimensions économique, politique et environnemental. Le Qatar considère aussi la culture comme un aspect clef du développement et un facteur important de cohésion et d'intégration sociales, de croissance économique, d'éradication de la pauvreté, de contribution à la réalisation de la paix et de la sécurité et de renforcement des droits de l'homme. C'est pourquoi nous avons déployé de grands efforts pour promouvoir la diversité culturelle, le dialogue interculturel et les programmes de développement, étant convaincus que la culture revêt une grande importance pour le développement, l'éducation ou l'environnement.

En conclusion, nous réaffirmons que l'État du Qatar restera déterminé à remplir les obligations auxquelles il a souscrit au niveau international en vue de réaliser le développement durable et d'apporter tout l'appui matériel et technique nécessaires.

Le Président par intérim (*parle en espagnol*) :
Je donne maintenant la parole à la Ministre des affaires étrangères de la République des Maldives.

M^{me} Maumoon (Maldives) (*parle en anglais*) :
Nous sommes à un moment charnière de l'histoire de l'humanité. Les murs sacrés de ce bâtiment résonnent d'espoir. L'air est rempli d'enthousiasme. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1) a capté l'imagination des enfants, des femmes et des hommes de tous les coins de la planète. Ce Programme est susceptible de transformer vraiment notre monde. Jamais moment n'a été plus propice qu'aujourd'hui, avec autant de dirigeants de la planète réunis ici, et nous ne devons pas laisser passer cette occasion.

Il y a quinze ans, nous avons pris l'engagement solennel de libérer le monde de la pauvreté, de la maladie, de la discrimination et de la dégradation de l'environnement (voir résolution 55/2). Quinze ans plus tard, les acquis sont nombreux, et les défis aussi. Nous avons peut-être réduit le taux de mortalité maternelle, mais les femmes continuent d'être payées 24 % de moins que les hommes. Nous avons peut-être réduit le taux de pauvreté absolu, pourtant ceux qui vivent dans des conditions similaires à celles d'un bidonville sont nombreux. Nous avons peut-être réussi à protéger et à sauvegarder quelques aspects de notre environnement naturel, mais les émissions de carbone continuent d'augmenter. Il nous reste peut-être du chemin à parcourir, mais nous sommes en mesure de mieux faire.

Les Maldives sont pleinement attachées à la réalisation des 17 objectifs de développement durable et de leurs 169 cibles. Les Maldives sont un modèle de réussite s'agissant de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), et nous en sommes fiers. Nous avons eu la chance que les OMD aient été fixés à un moment où les Maldives enregistraient une croissance phénoménale dans les secteurs économique et social. Nous avons intégré ces objectifs dans nos plans de développement en vue d'obtenir des gains sans précédent en matière de développement.

Pour maintenir la même trajectoire de croissance, les Maldives doivent surmonter plusieurs obstacles,

tâche qui mettra notre persévérance à rude épreuve. L'adaptation aux vulnérabilités uniques des petits États insulaires en développement et aux conditions structurelles différentes d'un pays à revenu intermédiaire est un défi d'ampleur sans égale pour un pays aussi petit que les Maldives.

Malgré ces défis, nous visons haut et nous rêvons grand. Notre idée du développement est inclusive et holistique. Une stratégie clef du Gouvernement du Président Yameen a été d'investir dans les jeunes, y compris les filles, par le biais du développement des compétences et de la création d'emplois. Une nouvelle série de politiques ambitieuses a été lancée pour permettre aux femmes, qui forment la moitié de notre population, de devenir des partenaires productives du développement national, aux postes qu'elles se seraient choisies pour elles-mêmes, loin de toutes contraintes ou pressions sociales.

Notre vision du développement vise à faire des Maldives une économie résiliente et diversifiée et un pays à revenu élevé. Nous visons une transformation économique, une hausse des investissements et une croissance tirée par le secteur privé. Nous avons intensifié nos efforts pour mettre en place un environnement favorable aux investisseurs en adoptant d'importantes législations et en améliorant la stabilité macroéconomique.

Les petits États insulaires en développement comme les Maldives ne parviendront jamais au développement durable tant que des progrès véritables en matière de lutte contre les changements climatiques n'auront pas été accomplis. Les changements climatiques menacent la civilisation moderne que nous connaissons. Ils menacent l'existence même de nombreux petits États insulaires en développement. C'est pourquoi nous appelons les pays émetteurs à réduire leurs émissions et c'est pourquoi nous demandons que les annonces audacieuses qui seront faites à Paris cette année s'accompagnent d'actions et d'engagements juridiquement contraignants.

Le Programme 2030 est un document magnifiquement rédigé. C'est un programme d'espoir pour ceux qui sont dans une situation désespérée, un programme de lutte contre la pauvreté et l'injustice et un programme qui, nous l'espérons, réduira l'écart entre les quelques millions qui vivent dans la prospérité et les milliards qui vivent dans la pauvreté. C'est un programme qui promet de sauver mon pays, et plus de 40 autres pays côtiers de basse altitude, d'une

catastrophe climatique qui, si on la laisse se produire, entraînera sans aucun doute la disparition de ces pays dans la douleur.

M^{me} Mejía Vélez (Colombie), Vice-Présidente, assume la Présidence.

Pourtant, ce nouveau programme n'est encore rien d'autre que des mots couchés sur le papier. Il est de notre devoir de donner du sens à ces mots et de concrétiser l'intention véritable qui se trouve derrière chaque objectif et chaque cible. Nous ne pourrons y parvenir qu'en nous engageant à les mettre en œuvre – en accompagnant les mots non seulement d'un appui financier, mais également d'un renforcement des capacités, d'un transfert des technologies, d'une révolution des données et d'une libéralisation véritable des échanges. Par-dessus tout, nous avons besoin d'un cadre institutionnel qui, en plus de consolider les capacités, tienne compte des spécificités de chaque pays. Il nous incombe désormais de faire de ce nouveau programme une réalité, pour l'avenir de nos peuples et celui de notre maison commune, la planète Terre.

La Présidente par intérim (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au Ministre de l'environnement et des ressources en eau de la République de Singapour.

M. Balakrishnan (Singapour) (*parle en anglais*) : Aujourd'hui, nous célébrons 15 années de progrès importants sur la voie des objectifs du Millénaire pour le développement. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1) est érigé sur des fondations solides. Ce nouveau programme de développement fixe un ensemble d'objectifs louables. Il traduit nos aspirations collectives les plus urgentes. Il nous fournit également les outils qui nous permettront de parvenir à un meilleur développement. Aucun modèle unique de développement ne sera applicable à tous les pays. Les pays devront choisir au sein du menu proposé par le Programme pour trouver des solutions adaptées à leurs propres priorités nationales et à leurs situations particulières.

Les petits États, en particulier les petits États insulaires en développement, sont vulnérables et ressentent le plus intensément le poids des problèmes mondiaux. Sachant que plus de la moitié des États Membres de l'ONU sont des petits États, nous pensons que nos vues, nos préoccupations et nos voix doivent être entendues et prises en compte dans la mise en œuvre du Programme 2030. Singapour est à la fois

un petit État insulaire en développement et un État-cité. Depuis notre indépendance il y a 50 ans, nous sommes en quête du développement durable. Malgré nos ressources naturelles limitées, ou peut-être à cause d'elles, nous avons dû réaliser la croissance économique tout en préservant un environnement de vie favorable pour notre population. Bien que nous ayons une des densités de population les plus élevées au monde, nous avons su préserver notre végétation et notre biodiversité et avons amélioré la qualité de vie de nos concitoyens. Cette année, nous avons eu l'insigne honneur de voir le Jardin botanique de Singapour inscrit au patrimoine mondial de l'humanité par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Nous pensons qu'une économie dynamique, une société ouverte et un environnement viable ne sont pas des arbitrages à somme nulle. Ce sont des éléments qui se renforcent mutuellement et qui aident à créer un cercle vertueux de développement. Nous considérons que cette approche est pertinente pour le Programme 2030. Deux facteurs sont essentiels au développement de Singapour : premièrement, le pragmatisme de notre gouvernance et de notre mise en œuvre, et deuxièmement, les partenariats, qui nous ont aidés à renforcer nos capacités et à développer nos propres ressources humaines, ainsi que celles d'autres pays en développement, qui collaborent avec nous. L'approche adoptée par Singapour en matière de politique et de gouvernance repose sur le pragmatisme. Nous privilégions les résultats plutôt que les idéologies. Nos politiques sont fondées sur des approches qui ont fait leurs preuves – toutes impopulaires ou démodées soient-elles initialement.

Prenons l'exemple de l'eau. Notre toute petite île ne fait que 700 kilomètres carrés de superficie, ce qui entrave lourdement notre capacité de collecter et de stocker l'eau. Pour diversifier notre approvisionnement en eau, nous avons dû élargir nos bassins versants, de telle sorte que toute l'île est désormais une zone de captage. Cela nous oblige à nettoyer systématiquement tous nos cours d'eau, en y aménageant des digues dès lors que c'est possible et en améliorant nos réservoirs. Nous recourons intensivement à la technologie membranaire afin de transformer les eaux usées en une eau de grande qualité, baptisée NEWater, qui sert à l'industrie et est réutilisée indirectement sous forme d'eau potable. Désormais, l'eau recyclée est globalement acceptée comme une source d'eau à part entière pour notre île.

Nous ne partons pas du principe qu'une solution, quelle qu'elle soit, puisse être définitive. Nous devons sans cesse nous adapter à des réalités changeantes. Singapour a récemment inauguré un bureau du programme Smart Nation (nation intelligente), qui applique la technologie dans tous les domaines du gouvernement pour améliorer la qualité de vie, créer plus de débouchés économiques pour tous et renforcer les liens communautaires sur fond de grande diversité. Un projet, baptisé Virtual Singapore (Singapour virtuelle), propose une carte en trois dimensions de Singapour, enrichie de multiples données concernant les bâtiments, les terrains et l'environnement. Citoyens, industrie, gouvernement et milieu académique peuvent collaborer pour surveiller les changements climatiques et autres défis environnementaux, et s'y attaquer rapidement. Nous utilisons même Twitter et d'autres réseaux sociaux comme plateformes. Par exemple, 200 capteurs intelligents ont été placés dans nos caniveaux, et ils envoient automatiquement un message si les niveaux d'eau ou les probabilités d'inondation augmentent. Ce sont peut-être là les premiers caniveaux au monde à être inscrits sur Twitter!

Le deuxième moteur de Singapour sur la voie du développement durable réside dans les partenariats collaboratifs. Du fait de notre manque de ressources naturelles, nous avons dû nous concentrer sur le développement de notre capital humain. Nous investissons lourdement dans l'éducation pour aider nos enfants à réaliser leur plein potentiel et pour veiller à ce que notre main-d'œuvre soit en permanence à jour des compétences nécessaires pour l'avenir. En sa qualité d'État naissant, Singapour a bénéficié, dans les premières années qui ont suivi son indépendance, de l'assistance technique et de la coopération de la Banque mondiale et des organismes du système des Nations Unies. Dans les années 70 et 80, des programmes de formation avec des sociétés comme l'entreprise indienne Tata, le groupe néerlandais Philips ou la banque japonaise Sanwa Bank ont aidé nos employés à améliorer leur productivité et leurs connaissances.

Pour faire preuve en retour de la même générosité que ces entreprises, nous avons lancé le Programme de coopération singapourien (Singapore Cooperation Programme, SCP) en 1992. Chaque année, nous organisons quelque 300 formations à l'intention d'environ 7 000 responsables originaires d'autres pays en développement. Nous avons eu le plaisir d'accueillir notre 100 000^e participant en avril dernier. En tant que citoyenne du monde responsable, Singapour continuera

de rendre à la communauté internationale un peu de ce qu'elle lui a donné. Aujourd'hui, je suis heureux d'annoncer le lancement d'un nouveau programme de développement durable chapeauté par le SCP afin d'appuyer le Programme 2030.

Grâce à ce programme, Singapour collaborera avec ses partenaires pour renforcer les capacités à trois niveaux. Premièrement, au niveau des hauts fonctionnaires, nous allons nouer un partenariat avec le Centre mondial pour l'excellence dans le service public, du Programme des Nations Unies pour le développement, afin de proposer ensemble aux cadres des programmes de formation à la bonne gouvernance et aux institutions de secteur public. Deuxièmement, au niveau des politiques, nous allons coopérer avec le Programme des Nations Unies pour les établissements humains afin de déployer sur plusieurs années un programme d'urbanisation et de développement durable de la ville destiné à 100 villes du monde en développement. Troisièmement, au niveau de la mise en œuvre sur le terrain, nous allons travailler avec des partenaires comme le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et ONU-Eau afin de fournir aux pays qui en ont besoin des services de formation et de conseil, axés sur la fourniture de solutions locales concrètes en matière de d'eau et d'assainissement.

L'ampleur et l'ambition sans précédent du Programme 2030 exigent un engagement renouvelé et des partenariats renforcés entre toutes les parties prenantes : États, organisations internationales, institutions financières internationales, secteur privé et société civile. De nombreuses questions de développement durable ne peuvent être traitées de manière unilatérale. Par exemple, la fumée transfrontalière provoquée par les incendies de forêt et les feux de tourbe en Asie du Sud-Est compromet la santé de millions de personnes dans la région. Elle compromet également la sécurité des aéronefs et nuit à notre économie régionale. Les grandes quantités de dioxyde de carbone libérées réduisent la portée des efforts que nous déployons à l'échelle mondiale pour atténuer les effets des changements climatiques. Cette question est directement liée au Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier l'objectif 3 sur la nécessité d'assurer une vie saine et de promouvoir le bien-être de tous, ainsi qu'à la réalisation de l'objectif 15 sur la gestion durable des forêts et la prévention de la dégradation des sols et l'appauvrissement de la diversité biologique. S'il est vrai que certains pays se sont attaqués au problème de la fumée transfrontalière, nous avons cependant besoin d'une coopération régionale et internationale plus

étroite qui permette d'exercer des pressions juridiques et commerciales sur les entreprises délinquantes afin de les empêcher de tirer profit de l'exploitation non durable des terres et du déboisement.

En conclusion, je voudrais rappeler que feu Albert Winsemius, conseiller économique de l'Organisation des Nations Unies qui avait aidé à formuler les politiques de développement de Singapour au cours des premières années de notre indépendance, avait déclaré un jour que, en tant qu'étranger, il pouvait donner son avis mais ne pouvait pas tenir le gouvernail du bateau pour les Singapouriens. La fierté nationale de l'appropriation et la motivation intrinsèque de notre peuple sont les principaux agents du développement durable. Nous applaudissons le Programme de développement durable à l'horizon 2030 qui donne aux peuples et aux gouvernements du monde entier les outils nécessaires pour prendre le contrôle de leur avenir.

La Présidente par intérim (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la République d'Iraq.

M. Al-Jaafari (Iraq) (*parle en arabe*) : Au nom du peuple et du Gouvernement iraqiens, je tiens à féliciter les Coprésidents pour leur nomination à la présidence de ce Sommet international, symbole de l'espoir qu'a l'humanité que nous serons en mesure de surmonter les obstacles qui empêchent les États de réaliser un développement durable d'une manière intégrée et équilibrée. J'aimerais pour commencer remercier et saluer le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M Ban Ki-moon, qui a présenté un exposé très complet sur le rôle qui sera celui de l'ONU au cours des 15 prochaines années (voir A/70/PV.4).

Je suis venu de mon pays, l'Iraq, un pays qui a tenu et tient à promouvoir la démocratie par la tenue d'élections libres et la participation de toutes les composantes du pays par l'entremise de tous les gouvernements qui se sont succédé depuis 2003. Des élections ont eu lieu sous la supervision de l'Organisation des Nations Unies et avec sa bénédiction.

Notre monde aujourd'hui est peut-être différent du monde que nous avons connu il y a 70 ans, lors de la création de l'Organisation. Malgré cela, nombre de similarités persistent : l'inégalité entre les pays, sur le plan économique, ainsi que pour ce qui est des services fondamentaux et du bien-être. Ces inégalités persistent dans les pays en développement et dans les pays les moins avancés. Par ailleurs, nombre d'États

n'ont toujours pas pu, en raison de divers obstacles et contraintes, réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

En dépit des efforts consentis par les États Membres ces 15 dernières années, nous continuons d'être confrontés à des défis mondiaux qui exigent des efforts internationaux et des partenariats vigoureux appuyés par un solide financement international et par des mécanismes de surveillance afin de mesurer les progrès réalisés. Parmi ces défis, figure l'insécurité internationale due à l'extrémisme, au terrorisme et aux guerres qui ont transformé des sociétés pacifiques en sociétés où règnent le désespoir, la peur, le chômage, les maladies et la pauvreté. Mon pays, l'Iraq, fait face à des attaques terroristes transnationales d'une grande férocité. Les terroristes disposent de capacités financières sans précédent qui menacent la paix et la sécurité internationales, sapant ainsi les acquis réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des OMD, de même que l'élimination de la pauvreté extrême. Mon pays fait également face à l'agression barbare de Daech et d'autres groupes terroristes, et la communauté internationale doit prendre en considération les circonstances spéciales que connaît l'Iraq, des circonstances que ne connaît aucun autre pays.

Ma délégation se félicite de la reconnaissance dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1) de l'impact de la paix et de la sécurité sur les activités et les projets de développement durable dans tous les pays. Il est en effet difficile de réaliser les objectifs approuvés de développement, y compris les objectifs de développement durable, en l'absence de paix et de sécurité. Nous nous félicitons de l'accent mis dans ces objectifs sur les réfugiés et les personnes déplacées. Et nous considérons que l'importance de l'aide publique au développement est déterminante, notamment pour les projets d'infrastructures, surtout dans les pays où règne le fléau des guerres conventionnelles ou qui luttent contre le terrorisme mondial qui a affaibli les infrastructures dans les villes et les régions où il sévit.

Nous saluons les engagements ambitieux de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui s'est tenue en juillet à Addis-Abeba, preuve que les défis auxquels fait face le développement durable sont bien compris.

Mon pays considère qu'il faut honorer les engagements pris lors de cette Conférence, notamment pour les pays qui traversent des situations difficiles sur le plan de la sécurité ou de l'environnement, et qui ont

donc des difficultés à financer la remise en état des infrastructures publiques détruites par les guerres, le terrorisme ou des catastrophes naturelles.

Nous devons tenir compte également de la crise des réfugiés et des personnes déplacées. Le renforcement des organismes des Nations Unies, notamment les institutions spécialisées et le Programme des Nations Unies pour le développement, est absolument essentiel pour la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015. Nous sommes confrontés à des défis transnationaux. Au vu de leur nature, nous avons besoin de mettre en place un ordre mondial plus transparent, plus harmonieux et plus cohérent, centré sur l'être humain afin de pouvoir conjuguer tous nos efforts en vue de la réalisation d'un développement durable au niveau mondial. Les défis mondiaux nécessitent des solutions mondiales et des institutions cohérentes et intégrées qui mobilisent les efforts gouvernementaux pour faire face à ces menaces d'une manière constructive et durable.

Mon pays considère que le commerce et l'industrie sont des moteurs importants du développement économique, car ils nous permettent de nous intégrer dans un système commercial multilatéral. Il faut faciliter l'adhésion des pays les moins avancés et des pays en développement à l'Organisation mondiale du commerce tout en renforçant les capacités nationales dans le domaine de l'industrie locale et l'exportation pour renforcer et diversifier les sources de financement.

La collaboration internationale en matière de transfert de technologies et de diffusion de l'information à travers les réseaux sociaux est l'un des outils les plus importants qui permet aux citoyens d'avoir accès à des informations concrètes et fiables pour lutter contre l'extrémisme, le terrorisme, renforcer les concepts religieux modérés et lutter contre l'idéologie takfiriste qui sème le désordre dans le monde et empêche les pays de réaliser les objectifs de développement durable. Nous voudrions souligner également qu'il importe de renforcer les capacités nationales par le biais notamment du renforcement des régimes fiscaux de lutte contre l'évasion fiscale et en élargissant la base fiscale.

Mon pays considère qu'il faut mobiliser les fonds nécessaires pour mettre en œuvre les objectifs de développement durable, et ceci en nous appuyant sur une base de données informatique mise à jour. Il convient donc de renforcer les capacités des pays en développement dans le domaine des statistiques et de consolider les institutions spécialisées dans la statistique

afin de leur donner les moyens de recueillir toutes les données et informations requises.

L'Iraq se félicite des engagements pris par les pays amis et bailleurs de fonds et les organismes des Nations Unies spécialisés dans la gestion des crises humanitaires face notamment à la crise des réfugiés. Les assauts lancés par Daech ont vidé les villes de leurs populations et ont eu un impact néfaste sur l'ensemble des zones occupées par cette organisation terroriste.

Le monde contemporain se heurte à plusieurs défis. Toutefois la volonté des nations et des peuples doit prévaloir, avec en tête l'Organisation des Nations Unies qui incarne la légitimité internationale et protège tous les peuples du monde.

La Présidente par intérim (*parle en espagnol*) :
Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères du Royaume d'Arabie saoudite.

M. Al-Jubeir (Arabie saoudite) (*parle en arabe*) :
Nous sommes réunis aujourd'hui au lendemain de l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1). Ce programme de développement pour l'après-2015 se fonde sur notre expérience dans la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et sur l'alliance positive des gouvernements, des organisations internationales et des organismes spécialisés pour lutter contre la pauvreté et la faim.

Mon pays n'a épargné aucun effort, convaincu qu'il était de l'importance primordiale d'atteindre les OMD, et ce dès l'an 2000 et jusque sous le règne aujourd'hui de S. M. le Roi Salman Bin Abdulaziz Al-Saud. Nous avons inlassablement consacré nos efforts à la réalisation des objectifs de développement et n'avons eu de cesse d'accroître les fonds alloués à cet effet. Nous avons ainsi rejoint la liste des pays ayant connu un fort taux de développement et de progrès et comptons parmi les 20 pays dans le monde qui contribuent le plus au développement, selon les chiffres de l'ONU.

Il est absolument capital de tirer parti des enseignements tirés du travail entrepris pour réaliser les OMD, puisqu'ils peuvent nous aider pour la période de l'après-2015 dans nos efforts pour mettre en œuvre les objectifs de développement dans leurs dimensions sociale, économique et environnementale. À cet égard, il convient de noter qu'il restera extrêmement difficile pour les peuples qui vivent sous occupation de réaliser les objectifs de développement durable. Il

n'y a pas de développement possible sous l'occupation. Nous rappelons par conséquent les engagements pris par la communauté internationale dans le cadre de précédents sommets et conférences en ce qui concerne le développement global et durable et la nécessité de lever tous les obstacles qui freinent la marche en avant des peuples vivant sous occupation, en particulier en Palestine et dans d'autres territoires arabes occupés.

Le Royaume d'Arabie saoudite, tout en s'associant aux objectifs et buts qui ont été fixés, profite de sa participation au présent Sommet pour indiquer clairement sa position concernant plusieurs paragraphes du Programme 2030 susceptibles d'aller à l'encontre des principes du droit islamique voire d'y être contraires. Nous entendons la référence au « sexe » uniquement comme la référence à l'homme ou à la femme. De même la mention de la famille fait pour nous exclusivement référence à un homme et une femme mariés. Toute déviation de ces interprétations nous conduirait à devoir insister sur notre droit souverain de refuser toute règle qui contredirait le droit islamique.

Le programme de développement pour l'après-2015 est extrêmement important à nos yeux. Nous sommes déterminés à le mettre en œuvre pour le bien de l'humanité tout entière.

La Présidente par intérim (*parle en espagnol*) : Je donne maintenant la parole au Vice-Premier Ministre de l'État d'Israël.

M. Shalom (Israël) (*parle en anglais*) : Dans la Bible, le Livre de l'Ecclésiaste dit : « Une génération s'en va, une autre vient, et la terre subsiste toujours ». Nous sommes réunis ici aujourd'hui pour faire en sorte que les générations à venir héritent de la promesse d'une planète prospère et d'un monde durable. Travaillant en partenariat, la communauté internationale a déjà accompli de grandes choses. Toutefois, il reste beaucoup à faire. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1) marque le début d'une nouvelle ère placée sous le signe d'un partenariat mondial sans précédent. Aujourd'hui, nous nous engageons solennellement à combattre le plus grand de tous les défis, à savoir l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions.

Je suis un témoin direct de la manière dont la détermination et l'innovation peuvent faire fleurir le désert et rendre une société prospère. Enfant, je vivais avec ma famille à Beersheva, une ville sèche et aride située en plein milieu du désert du Néguev, en Israël.

Aujourd'hui, Beersheva, la ville d'Abraham, d'Isaac et de Jacob et capitale du Néguev, est une ville florissante, qui abrite l'une des plus prestigieuses universités israéliennes et est en train de devenir la capitale de la technologie durable.

On a peine à croire qu'autrefois terre de marécages et de dunes, Israël est devenu un pôle d'innovation et de créativité, appelé par beaucoup « le pays des jeunes pousses ». De l'énergie à l'eau en passant par la santé et l'éducation, Israël a mis au point des technologies d'avant-garde qui transforment l'eau salée en eau potable, les déchets en énergie renouvelable et détectent les maladies évitables d'un simple clic. En Israël, nous avons appris à utiliser chaque goutte d'eau. Israël est le leader mondial dans le domaine des technologies de l'eau, et nous avons les plus grandes installations de désalinisation au monde. Nous réutilisons 87 % de nos eaux usées, soit 10 fois plus que la plupart des autres pays. L'irrigation au goutte à goutte a été inventée en Israël. Nous avons exporté cette technologie et bien d'autres dans des dizaines de pays aux quatre coins de la planète.

Depuis plus de 50 ans, l'Agence israélienne de la coopération internationale pour le développement envoie des scientifiques, des médecins, des ingénieurs et des enseignants à travers le monde pour qu'ils partagent leurs connaissances. À ce jour, Israël a formé plus de 250 000 cadres et spécialistes de 132 pays différents, en les aidant à devenir des agents du changement dans leur propre population. La vision qu'a Israël du développement durable procède du principe judaïque de « lumière pour éclairer les nations », bien connu dans la Bible. Il s'agit d'une obligation morale et sociale de partager son savoir et son expérience avec autrui, pour qu'aucun pays n'ait à relever seul les défis écrasants du développement.

Albert Einstein a dit un jour : « Tout ce qui a une valeur dans la société humaine dépend de l'occasion que l'on donne à l'individu de se développer ». Alors que nous progressons dans notre nouveau Programme, nous ne devons pas perdre de vue tous ceux qui, dans nos sociétés, se sont vu refuser l'égalité des chances de développement. Les femmes et les filles composent la moitié de chacune de nos sociétés, et pourtant, elles continuent, autour du monde, d'être en butte à de profondes inégalités dans chaque domaine de la vie. Nous devons mettre en place une nouvelle réalité dans laquelle les femmes et les filles puissent prendre part sur un pied d'égalité avec les hommes et les garçons

à leur économie et à la vie de leur collectivité et de leur famille. Israël est fermement convaincu que le développement durable et l'élimination de la pauvreté ne peuvent devenir une réalité sans égalité entre les sexes et sans une autonomisation des femmes.

Les jeunes sont également l'une des plus grandes priorités d'Israël. Les moins de 30 ans représentent plus de la moitié de la population mondiale, et la plupart vivent dans le monde en développement. Dans la mise en œuvre de notre nouveau Programme, nous devons trouver les moyens d'en mettre à profit le talent et l'énergie pour qu'ils puissent devenir les maîtres de leurs propres destinées. Nous devons mobiliser toutes les énergies pour relever les défis qui nous attendent. Nous devons donner une voix à ceux qu'on n'entend pas et mettre dans la lumière ceux qu'on ne voit pas.

Peu de régions du monde ont à bénéficier davantage du nouveau Programme que le Moyen-Orient. Toutefois, tant que les pays de la région préfèrent investir dans la violence plutôt que dans leur propre peuple, on ne peut espérer en un avenir meilleur. Le succès que représente Israël souligne la corrélation entre développement, liberté des sociétés et prospérité des nations. Par contraste, la situation dans les pays voisins souligne précisément le contraire, à savoir que le manque de développement conduit à la guerre, à la pauvreté et à l'oppression. Hier, le Ministre des affaires étrangères palestinien, qui prenait ici la parole devant l'Assemblée (voir A/70/PV.9), a rejeté sur Israël la faute de tous les maux de sa société. Cela pourrait être

surprenant si ce n'était pas si facile à prévoir. Après tout, il est beaucoup plus facile de pointer du doigt quelqu'un d'autre que de se regarder dans le miroir.

Il me tarde de voir le jour où les dirigeants palestiniens feront passer le bien-être de leur peuple avant la guerre avec Israël, le jour où ils cesseront de proférer de fausses accusations et commenceront de faire un effort réel pour améliorer la vie de leurs enfants et des générations à venir. Ce n'est que lorsque ce jour viendra qu'ils seront en mesure de réaliser les objectifs du nouveau Programme et de cueillir les fruits du développement durable. Israël a tendu à maintes reprises la main dans un geste de fraternité et de coopération. Malheureusement, on a trop souvent refusé de saisir cette main. Aujourd'hui, une fois encore, de cette tribune, j'en appelle à nos voisins arabes, pour qu'ils renoncent à la destruction et aux réflexes de désespoir et avancent avec nous sur la voie de la prospérité et de la paix.

Ce soir, le peuple juif célébrera la fête de Souccot. Le jour de Souccot, les familles se réunissent pour loger dans des lieux de résidence provisoires afin de se remémorer le périple long de 40 ans du peuple israélien à travers le désert menant à la Terre promise. Alors que nous commençons notre propre périple vers la promesse d'un développement durable, rassemblons-nous à notre tour pour que les générations à venir puissent habiter un monde viable, prospère et pacifique.

La séance est levée à 13 h 45.